

Rosine Lewin
Jean Terfve

Le Portugal et la gauche européenne



M. Wilhelm

La fonction
de
la publicité

René Deroux

L'AMI
et
les médicaments

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 18 (37)
6^{me} année - Octobre 1975 - 50 F

Sommaire

Rosine Lewin Le Portugal et la gauche européenne	p. 1
Jean Terfve Démocratisme abstrait et lutte révolutionnaire	p. 23
René Deroux L'AMI et les médicaments	p. 27
Micheline Wilhelm La fonction de la publicité	p. 42
Un document de « Test-Achats »	p. 45
Lire des livres	p. 47

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers,
Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau,
Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels,
Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerbergen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Le Portugal et la gauche européenne

LA SPECIFICITE PORTUGAISE

Le Portugal n'est pas la France. Le Portugal n'est pas la Belgique. Ces affirmations dignes de M. de la Palice ont un sens : l'évolution économique, sociale, culturelle et politique du Portugal est en retard sur celle que connaissent des pays comme le nôtre. Il y a une spécificité portugaise, qui rend inopérants ou dangereux certains rapprochements, certaines comparaisons.

Quelles sont les limites de cette spécificité ? La question est sérieuse. Car, s'il est bien vrai que l'Italie non plus n'est pas la France et que CHAQUE pays a ses caractères spécifiques modelés par la géographie et l'histoire, l'écart est plus grand entre d'une part le Portugal et de l'autre la France, la Belgique et l'Italie qu'entre ces trois derniers pays. Ici le capitalisme est allé jusqu'au bout de son développement. Il s'en faut de beaucoup au Portugal où le capitalisme n'a jamais pris son plein essor, où il a souvent conservé un caractère arriéré, archaïque.

Il s'agit moins d'une affaire de géographie — le Portugal est incontestablement situé en Europe occidentale — que du résultat de l'Histoire. Et dans cette Histoire, il s'agit surtout de l'empreinte laissée par 48 ans de fascisme. On n'est pas quitte de ce poids d'un demi-siècle par une clause de style, fût-elle émue. Le fascisme, en effet, ce n'est pas seulement les prisonniers politiques et la torture. Le phénomène n'est pas uniquement d'ordre superstructurel. Il a aussi et surtout des racines et des effets économiques; dans un pays arriéré comme le Portugal, il a secrété un certain type de sous-développement dont il importe de faire le tour.

Rappelons sommairement que le Portugal s'est constitué très tôt en nation : dans la deuxième moitié du 13^e siècle, ses frontières actuelles étaient à peu près fixées, ainsi que les grands traits de l'occupation de son sol. La période des navigateurs et conquérants s'étend tout au long du 15^e siècle. Madère est occupé en 1419, les Açores entre 1427 et 1450, les îles du Cap Vert en 1457. Vasco de Gama part pour les Indes en 1497. Le Brésil est colonisé au début du 16^e siècle, devient une vice-royauté portugaise et le restera jusqu'en 1807. Mais la grande splendeur de cet empire colossal sera disputée au Portugal par l'Espagne à partir de 1580, et dès le milieu du 17^e siècle, l'Angleterre exerce sur le Portugal une influence économique et diplomatique très durable.

Le 19^e siècle a vu s'affronter des courants de la bourgeoisie — libéraux contre conservateurs, ces derniers alliés à la noblesse. Dès 1873 s'organisent un parti républicain et un courant socialiste, qui dispute l'hégémonie à l'anarchisme dans le mouvement ouvrier. Au lendemain de la première guerre mondiale, c'est encore l'anarcho-syndicalisme qui domine la classe ouvrière. Le Parti communiste naît en décembre 1920.

Déjà alors, le pays a besoin de profondes réformes économiques et sociales. Et déjà, l'émigration (en Amérique du Sud) apparaît comme la seule issue à la misère pour les masses travailleuses. A la faveur d'un coup d'Etat militaire en 1926, le pouvoir passe bientôt aux mains de Salazar, appelé au ministère des Finances par le général Carmona et qui va mettre en place un fascisme inspiré de Mussolini, mais très marqué par l'intégrisme catholique. Jugeant que le peuple n'est pas mûr pour l'exercice de la démocratie, Salazar va considérablement aggraver le retard du Portugal par rapport à l'Europe.

Le développement capitaliste de l'ère fasciste a été analysé à chaud par Alvaro Cunhal. « La politique du gouvernement fasciste (commandée par la grande bourgeoisie) a consisté à faciliter par l'imposition coercitive et par l'aide directe de l'Etat, le processus de formation, d'accumulation, de centralisation et de concentration des capitaux à un rythme plus accéléré que celui qui aurait été dicté par le simple jeu des lois économiques dans un système de libre concurrence. (...) Dans un stade proche du sous-développement, la formation et l'accumulation de capitaux ont signifié l'aggravation délibérée de l'exploitation de la classe ouvrière et des masses travailleuses (1), la politique des bas salaires, l'intensification du travail. (...) Elle a aussi signifié l'absorption ou la liquidation coercitive de nombreuses petites et moyennes entreprises... » (2).

Dans l'agriculture, le fascisme a contraint à l'émigration des dizaines de milliers de petits propriétaires acculés à la ruine. En 1962 par exemple, plus de 70 % des émigrants proviennent de neuf districts de petite propriété, dans le Nord. « Le dessein d'exproprier massivement les propriétaires des petites parcelles et de les expul-

(1) En 1970 encore, le revenu national par habitant n'atteignait que 640 dollars par an, pas même le quart du niveau atteint à l'époque en Belgique (2.670 dollars).

(2) Alvaro Cunhal. « L'aube de la liberté », pages 115 et suivantes. Voir également dans les « Cahiers marxistes » de janvier 1975 — n° 11 — l'article de Hugo Frade et José Soarès.

ser de leurs terres était si clair, note Cunhal, que les propagandistes fascistes annonçaient, comme un résultat du remembrement, de « grands excédents de main d'œuvre » qui pourraient être utilisés dans « la colonisation de vastes territoires des provinces d'outre-mer ». Dans le sud du pays, c'est la catégorie traditionnelle des petites exploitations céréalières — les moissonneurs — qui a été dévorée par les latifundia. C'est ainsi qu'au terme de ces mouvements (concentration, émigration) près des deux tiers de la population agricole active sont des prolétaires ruraux, dont les luttes sociales ont fait du Sud du pays un des hauts lieux de la lutte antifasciste.

DESEQUILIBRES ET DEPENDANCE

Que ce type de croissance économique se soit réalisée de manière désarticulée, suscitant de graves déséquilibres — notamment entre la ville et la campagne — qu'il soit resté en deça des possibilités matérielles, qu'il ait aggravé la dépendance du Portugal à l'égard de l'étranger, et des multinationales en particulier, voilà qui est difficilement contestable.

Alors que le Portugal est essentiellement agricole, 20 % des importations sont constituées par des produits alimentaires. 27 % du blé, 61 % du maïs, 25 % du bœuf consommé doit être importé. Alors que le poisson figure parmi les aliments les plus populaires, alors que la pêche est abondante, 37 % de la morue consommée dans le pays doit être achetée à l'étranger : les installations frigorifiques étant insuffisantes, une partie du produit de la pêche doit être rejetée à la mer ! Exemple typique d'une industrialisation désordonnée effectuée sous l'égide d'une dizaine de groupes financiers et de sociétés multinationales où quelques secteurs industriels utilisant une technologie avancée (le pays compte vingt chaînes d'assemblage automobile !) voisinent avec une poussière de fabriques quasi-artisanales : les trois quarts de la population active industrielle travaille dans des petites et moyennes entreprises.

La balance des paiements du Portugal témoigne des déséquilibres graves de son économie. Les deux tiers des exportations sont constituées (en 1974) par des marchandises vendues à l'état de matières premières ou très peu transformées — d'où dépendance et vulnérabilité. Les trois quarts des importations sont constituées, toujours en 1974, par les produits alimentaires et les textiles (30 % ensemble), du pétrole, des machines. Le montant des importations dépasse de quelque 50 % celui des exportations. C'est l'injection de devises étrangères par les travailleurs émigrés — près de deux millions pour une population de 9 millions d'habitants — et dans une mesure moindre les recettes fournies par le tourisme qui ont pu, jusqu'en 1974, combler ce déficit commercial car le produit de l'exploitation des colonies n'arrivait plus à compenser le coût des guerres coloniales. Mais en raison du chômage qui sévit en Europe occidentale, en raison aussi des pressions exercées par des banques pour que les immigrés ne rapatrient plus leurs économies, en raison également de la chute du tourisme suscitée par les rumeurs alarmistes répandues concernant la situation au Portugal ce flux de devises est fortement réduit. Il en est de même, on s'en doute, pour les capitaux d'investissement. Nombre de banquiers et d'industriels compromis avec l'ancien régime qui ont trouvé refuge à l'étranger sont parvenus à « sortir » illégalement une grosse partie de leur fortune et les multinationales ont bloqué leurs investissements en attendant des temps meilleurs.

Même par rapport à l'Espagne, l'arriération et les déséquilibres économiques et sociaux du Portugal sont donc considérables. Car malgré le franquisme, on a assisté en Espagne, au cours des seize dernières années, à une expansion capitaliste rapide qui l'a profondément changée. L'Espagne, aujourd'hui, n'est plus un pays essentiellement agricole ; elle est largement industrialisée et elle a désormais une classe ouvrière nombreuse et aguerrie.

Mais la spécificité portugaise ne s'arrête pas là.

Cinquante ans de parti unique, cinquante ans sans vie politique légale — si ce n'est ces dérisoires « élections » qu'organisa Caetano sous la pression de l'opinion publique internationale pour tenter de gagner son entrée dans la Communauté économique européenne — cinquante années de corporatisme, de personnel répressif pléthorique (40.000 mouchards appointés, 20.000 « légionnaires », une police politique omniprésente), cinquante ans d'abrutissement, d'anticommunisme primaire, de délation, de peur, cinquante années de pouvoir de hobereaux rapaces et d'un clergé réactionnaire, 30 % d'analphabètes, tout cela est aussi la spécificité portugaise. De même que le Mouvement des Forces Armées...

Une certaine gauche, modelée à l'aune du capitalisme développé, tient pour dangereuse toute intervention de l'armée dans les affaires publiques. Au Portugal, qu'on le veuille ou non, c'est le M.F.A., organisation politique d'une minorité d'officiers, qui a mis fin au règne du fascisme. Certes, on ne peut dissocier ce coup d'Etat des luttes antifascistes, luttes qui tendaient depuis cinq ans à devenir un phénomène de masse. Il n'en reste pas moins que « le fer de lance de la révolution » a été le M.F.A., et que vouloir le renvoyer après le 25 avril 1974 dans les casernes au nom d'un antimilitarisme « traditionnel » aurait été aussi sot que dangereux.

Le coup d'éclat du M.F.A. a fait surgir d'innombrables partis. Un seul, le parti communiste portugais, disposait au 25 avril 1974 d'une organisation charpentée, solide. Aucun d'eux ne s'est réclamé du conservatisme ou de la droite. Tous se sont présentés comme progressistes, démocrates, sociaux, à défaut de se proclamer socialistes ou révolutionnaires. Ces partis ont rallié l'écrasante majorité des suffrages lors des élections pour la Constituante — le taux d'abstention étant minime. Est-il incongru, est-il antidémocratique de penser que le suffrage universel, appliqué dans ces conditions, présente des différences avec le même et universel suffrage appliqué par exemple en Belgique où il est la résultante de longues luttes au cours desquelles la classe ouvrière construisit ses organisations de classe et forgea sa conscience politique ?

LA PORTEE
D'UN ACCORD

Nous ne le pensons pas, et le fait qu'une « plate-forme d'accord constitutionnel » ait été signée entre le M.F.A. et six partis politiques à la veille des élections pour limiter la portée de ce scrutin montre bien le caractère particulier de ce *moment* du processus de démocratisation du Portugal.

Pour rappel, ce sont les partis communiste, socialiste, populaire démocratique, le Mouvement démocratique portugais, le Front socialiste populaire et le Parti du Centre démocratique et social qui ont signé cette plate-forme d'accord dont la portée était définie en ces termes : « *Le M.F.A. représenté par le Conseil de la Révolution, établit une plate-forme politique publique avec les partis qui se sont engagés à exécuter les principes du programme du M.F.A. et*

à consolider les conquêtes démocratiques déjà acquises ». Précisant les objectifs de cette plate-forme politique commune, cet accord déclarait qu'elle devait permettre « la continuation de la révolution politique, économique et sociale commencée le 25 avril 1974, à l'intérieur d'un pluralisme politique et d'une voie socialisante qui mèneront à bien, en liberté mais sans luttes partidaires stériles et dispersives, un projet commun de reconstruction nationale ». Et ce texte stipulait que « durant les travaux d'élaboration de la future Constitution politique » et « jusqu'à l'entrée en fonctionnement des nouveaux organes de souveraineté désignés dans la nouvelle Constitution politique, le Conseil de la Révolution, l'Assemblée du M.F.A. et le Gouvernement Provisoire maintiendront leurs fonctions actuelles » (3).

Il est significatif que dans le débat véhément engagé au sein de la gauche européenne sur l'évolution des événements au Portugal, il ait été si rarement fait mention du texte de cette plate-forme d'accord qui constitue cependant un document capital. On a tendance à évacuer des éléments comme celui-là qui éclairent la spécificité portugaise, pour privilégier ceux qui, tels les résultats électoraux, paraissent rapprocher le Portugal du reste de l'Europe occidentale.

Des observateurs plus avertis évitent cette bévue. Maurice Duverger qu'on n'accusera certes pas de tenir pour rien les libertés démocratiques, l'a montré. « Comment faire dans un pays qui ne remplit pas les conditions nécessaires au fonctionnement d'une démocratie pluraliste ? Les élections du 25 avril 1975 furent un beau jour. Mais ce premier jour de la liberté aurait été le dernier si l'armée était ensuite rentrée dans ses foyers en laissant aux partis le soin de gouverner dans un cadre parlementaire. Un régime libéral de type occidental peut difficilement vivre dans un pays sous-développé matériellement et intellectuellement, où 30 % des citoyens sont des analphabètes, où les campagnes sont dominées par une Eglise réactionnaire et bornée, où les organisations politiques et syndicales viennent à peine de naître » (4).

De même Christian Pierre et Georges Mingotaud, qui sont l'un et l'autre membres du comité directeur du parti socialiste français : « Nos critères et nos catégories politiques usuels sont tout à fait inopérants pour juger d'une situation où l'existence au grand jour des partis politiques a un peu plus d'un an, où le prolétariat industriel est relativement peu nombreux, où les masses rurales ont été, pendant cinquante ans, tenues dans la misère et l'obscurantisme, où les guerres coloniales n'ont pas fini de faire peser leurs conséquences sur l'ancienne métropole » (5).

Mais sur quoi porte le débat et quels en sont les protagonistes ?

Il s'agit essentiellement, pensons-nous, de savoir ce que signifie « la voie socialisante » pour laquelle ont opté le M.F.A. et les partis qui le soutiennent. Il s'agit de savoir par quels moyens le Portugal, sortant d'un demi-siècle de fascisme, peut consolider les conquêtes démocratiques d'avril 1974 et construire une démocratie

(3) Traduction du Ministère de l'Information portugais.

(4) « Le Monde », 26 août 1975.

(5) « Le Monde », 4 septembre 1975.

économique qui préparerait le socialisme. Dans ce cadre s'insèrent les questions du rôle de la démocratie électorale, des partis politiques, du M.F.A., de la démocratie directe, des libertés, des alliances.

Parce que ces problèmes intéressent directement les forces politiques qui, en Europe occidentale, cherchent à battre les monopoles capitalistes et à accéder à des formes nouvelles de démocratie — économique, politique et culturelle — pour avancer vers une société socialiste, il était normal que le dossier Portugal concentre l'attention de plusieurs partis communistes et socialistes, et confirme ou révèle certaines divergences entre eux.

SUR LE TERRAIN

Il est de bon ton, quand on parle des difficultés rencontrées par les forces progressistes au Portugal — offensive réactionnaire, rétrécissement de la base politique du gouvernement Gonçalves, oppositions au sein du M.F.A. — il est de bon ton d'indiquer UN responsable à tous ces maux : le parti communiste portugais. Ou plus précisément le-sectarisme-et-le-dogmatisme-bien-connus-du-P.C.P.

Quelques remarques s'imposent à ce sujet.

A l'heure où s'effondre le fascisme, le P.C.P. compte deux mille militants éprouvés dans les combats de la résistance. Ces combats clandestins avaient commencé, d'abord sur une échelle très modeste, quarante ans plus tôt. Ils furent très durs, coûtèrent de nombreuses vies humaines, des mois et des mois de torture, des siècles de détention. Ils ont eu pour effet, ces combats, que jamais Salazar ou Caetano n'ont été sûrs de leur « tranquillité publique ». Ils ont permis au prolétariat urbain et agricole d'arracher des améliorations à son sort misérable, à la jeunesse de contester les guerres coloniales. Ils ont débouché, au cours des cinq dernières années du régime fasciste, à un mouvement de protestation populaire qui allait s'élargissant et sans lequel la révolution aux œillets n'eût pas été ce qu'elle fut. Deux mille militants constituaient l'ossature de ce parti, forgée à travers vents et marées de la PIDE.

Peu après le 25 avril 1974, le P.C.P. compte 100.000 membres.

Fort de son prestige de parti activement antifasciste, il est appelé à faire face à d'importantes responsabilités — sur les plans politique, syndical, culturel. Il les assume dans des conditions difficiles : avec à sa droite le parti socialiste dirigé par Mario Soares et à sa gauche un fourmillement de groupes rivalisant de révolutionnarisme, et dont certains vont entraver le processus de démocratisation.

Que dans ces conditions, des erreurs aient été commises, n'a rien de surprenant. Attitudes sectaires, tendance au triomphalisme, faux-pas psychologiques, tout cela est vraisemblable, et la direction du P.C.P. a admis que des erreurs s'étaient produites. Cela n'autorise personne à lui endosser tous les péchés, toutes les responsabilités, et à travestir ainsi, volontairement ou non, les réalités portugaises.

Le tic qui consiste à présenter le P.C.P. comme récitant des couplets de Lénine pour y trouver réponse à ses problèmes, comme cherchant ses modèles à l'Est, nous paraît particulièrement vicieux. Les dirigeants communistes portugais connaissent bien le terrain national et ont le souci d'inventer des formules nouvelles, adaptées à ce terrain. Toutes les déclarations de Cunhal — nous en repreneons quelques-unes ci-après — sont éclairantes à ce sujet. Et il n'y

DE 2.000
A 100.000

a pas, pensons-nous, d'hiatus entre son comportement et ses déclarations. Dans le choix délibéré du P.C.P. de « coller » au Mouvement des Forces Armées, de promouvoir l'alliance Peuple-M.F.A., où donc est le dogmatisme ? Dans l'ouverture à une coopération avec certains groupes « gauchistes » sur des objectifs précis, où est le dogmatisme ? Dans l'insistance à former un front avec les socialistes, où est le dogmatisme ? Dans le souci permanent d'éviter une guerre de religion, où est le dogmatisme ?

« La démocratie n'est pas seulement possible. Elle est la seule issue pour les problèmes de notre pays. Elle ne sera ni de type parlementaire ouest-européen, ni « démocratie populaire ». La situation portugaise et le processus révolutionnaire portugais présentent de nettes particularités et originalités. Les solutions doivent répondre à notre réalité ».

Interview d'Alvaro CUNHAL à Colette Braekman — « Soir » du 5 février 1975.

« Nous n'adoptons pas de clichés et ne voulons copier aucun modèle. Il y a une réalité spécifique portugaise. Nous cherchons des solutions qui correspondent à cette spécificité. »

« Nous estimons impraticable au Portugal un système de démocratie bourgeoise. Dans nos conditions, on ne peut pas avoir simultanément (comme c'est le cas des pays capitalistes d'Europe) des libertés et la domination des monopoles. Ce que nous rejetons des démocraties bourgeoises, ce n'est pas la liberté, toute relative d'ailleurs, mais la domination monopoliste. Avec le bas niveau de développement industriel et agricole qui existe au Portugal, le capitalisme monopoliste, pour assurer ses profits et son développement économique, aurait besoin d'imposer des conditions très dures de travail et d'exploitation que notre peuple ne peut plus supporter. Cela nous reconduirait à la suppression des libertés, à l'instauration d'une nouvelle dictature réactionnaire, à la répression de type fasciste. Au Portugal, libertés politiques et pouvoir des monopoles sont inconciliables. Défendre les libertés et instaurer un régime démocratique signifie en même temps liquider le pouvoir des monopoles. C'est ce que le peuple portugais est en train de faire ».

Interview d'Alvaro CUNHAL à Antoine Aquaviva — « L'Humanité » 17 juillet 1975.

Nous ne considérons pas le P.C.P. comme un parti infaillible, ni Alvaro Cunhal comme un pape. Mais nous ne pouvons accepter les calomnies dont on s'est accommodé, même à gauche, pour discrediter les communistes portugais.

En fait, le fond du problème est ailleurs, et les oppositions se nouent clairement au lendemain de la tentative spinoliste du coup d'Etat, le 11 mars dernier. On sait que cette tentative échoue, notamment grâce à une massive mobilisation populaire. Dès ce moment, la politique du M.F.A. et du gouvernement se radicalise : on passe d'un projet surtout antifasciste à un projet dont la coloration socialiste, c'est-à-dire de classe, se précise. Les communistes, qui avaient souligné dès le 25 avril 1974, la contradiction entre le pouvoir politique nouveau et le pouvoir économique inchangé, luttent

avec le Mouvement démocratique portugais et des composantes de l'extrême-gauche, pour réaliser une adéquation du second au premier. C'est incontestablement sous leur impulsion et sous l'impulsion d'une gauche du M.F.A. que se décident les nationalisations et les mesures de réforme agraire. Mario Soarès et ses amis, les yeux tournés vers la C.E.E., freinent au maximum une évolution qui leur paraît compromettre l'insertion du Portugal dans les institutions de l'Europe occidentale. Ils vont accentuer les attaques et recourir même aux falsifications contre les communistes. Les cas de « Republica » et de Radio-Renaissance méritent à cet égard d'être évoqués ici.

L'affaire « Republica » a servi de détonateur à la crise : à plusieurs reprises Mario Soarès a menacé de quitter le gouvernement Gonçalves, sous le prétexte que le P.C.P. avait « agressé son journal ». En Europe occidentale, une campagne d'une extraordinaire virulence a été menée pour « prouver » à partir de l'affaire « Republica » que les communistes étaient des partenaires impossibles au sein d'une union de la gauche, puisqu'ils violaient systématiquement les libertés démocratiques. En l'occurrence, il a été dit, écrit, répété, proclamé que les typographes communistes du journal « Republica » se sont opposés à la parution de cet organe du parti socialiste. Tout cela était faux, mais le résultat visé — à savoir accrédi- ter l'idée que les communistes bafouent la démocratie — a été atteint.

L'AFFAIRE
« REPUBLICA »

En vérité, la presse portugaise était, avant le 25 avril et jusqu'à la nationalisation des banques, sous la coupe de groupes financiers. En dehors de l'organe clandestin du P.C.P. « Avante », seul « Republica » faisait exception : il était géré et financé par de nombreux actionnaires indépendants des banques. Journal d'opposition toléré — selon les cas et les circonstances — mais soumis à la censure il se présentait comme le refuge d'antifascistes de toutes tendances. Il est resté pluraliste après le 25 avril jusqu'au jour où la direction du parti socialiste a entrepris de s'en assurer le contrôle, sans jamais le revendiquer cependant comme l'organe officiel du parti. Mais il ne suffit pas qu'un journal soit aux mains de députés socialistes pour qu'il prospère. Cependant que dix-sept rédacteurs non socialistes de « Republica » étaient contraints de quitter le journal, le tirage diminuait, passant de 67.000 exemplaires en octobre 1974 à 48.000 en mai 1975. Le 16 mai, le directeur commercial donnait sa démission. Dès lors la crise qui couvait depuis des mois va éclater au grand jour : la Commission de coordination des travailleurs de l'entreprise (C.C.T.) exige la démission du directeur et du rédacteur en chef, et finit par réaliser un journal « Republica » sans et contre la rédaction. C'est à la demande écrite des propriétaires de la gazette que le Copcon résolut en mai de fermer les locaux et d'y apposer les scellés, confiant pour le reste l'arbitrage du conflit au pouvoir judiciaire, comme le veut la loi sur la presse quand il s'agit d'un journal appartenant non à un parti, mais à des personnes privées.

Détail piquant, révélé à Paris par le président Costa Gomes lui-même, lors de sa visite officielle en France en juillet : « Lors de la discussion de la loi sur la presse, un seul parti avait proposé comme une question de fond, que l'orientation politique et littéraire des journaux soit soumise, non seulement au conseil de rédaction, mais aussi à une commission des travailleurs. Ce parti, a indiqué le président de la république portugaise, c'est le parti socialiste. »

Ce qui n'est pas un détail, mais que savait parfaitement Mario Soarès, c'est que la décision de la C.C.T. ne fut pas prise sous la pression des communistes : ceux-ci sont en effet cinq sur une centaine d'ouvriers affiliés pour l'essentiel au Front socialiste populaire et à l'Union démocratique populaire.

AU NOM
DE LA LIBERTE

Un mot mérite encore d'être dit à propos du « document secret » publié dans un numéro de « Republica » par la grâce du « Quotidien de Paris ». Cela se passe le 23 juin 1975 : le journal parisien accueille dans quatre de ses pages son confrère portugais « en exil ». Aliment de choix pour le lecteur franco-lusitanien : « un document soviétique ultra-secret, tombé entre les mains de journalistes européens, à la suite d'une fuite dans le système de protection ». Il s'agissait en réalité du mauvais résumé d'un article de Boris Ponomarev, paru en juin 1974 dans la revue « Problèmes de la paix et du socialisme », publiée à Prague. L'auteur y formulait une série de réflexions politiques, inspirées par le putsch de Pinochet au Chili. Bien entendu, cet usage de faux visait à discréditer les dirigeants soviétiques, dont les desseins pervers étaient révélés au monde. Et à discréditer en même temps les communistes portugais. Tout cela, au nom de la liberté d'information...

Il y a donc eu dans cette affaire « Republica » une manipulation quasi-machiavélique des faits à des fins anticommunistes. La voix de ceux qui, au plus fort de la campagne, dénonçaient cette mascarade, n'a pas ou mal été entendue. On souhaite qu'elle le soit maintenant — et que certains enseignements en soient tirés.

Nous ne nous attarderons pas aussi longuement sur l'affaire de Radio-Renaissance. Il s'agit, on le sait, d'un poste émetteur appartenant à la hiérarchie catholique. Dès avril 1974, un conflit latent oppose le personnel (ouvriers et journalistes) à la direction, laquelle ne se résigne pas à retransmettre des informations sur un processus de démocratisation qu'elle redoute. En juin 1975, la contagion de « Republica » jouant, une partie du personnel de la station occupe les locaux de Radio-Renaissance. Le 1er juillet, le gouvernement Gonçalves (dont Cunhal était membre) décide de rendre à la hiérarchie la station et ordonne l'évacuation des studios. Mais cette décision soulève des remous assez violents, et le 3 juillet, elle est annulée par le Conseil de la révolution, qui désavoue ainsi l'exécutif. L'administration de la station se voyait confiée à une commission spéciale de militaires, en attendant la promulgation d'une loi plaçant toutes les radios sous le contrôle de l'Etat.

Dans cette affaire, le parti communiste avait reconnu le bien-fondé des revendications du personnel, mais il avait désapprouvé les manifestations contre la hiérarchie catholique — aussitôt suivies de contre-manifestations — parce que, à son estime, les unes et les autres servaient la réaction. Il n'en fallut pas plus pour que le P.C.P. soit mis en cause et accusé d'être un persécuteur. En effet, lors d'un meeting à Braga le 17 juillet, Mario Soarès porte témoignage des malheurs de la capitale : « Des vieux, des femmes, des enfants ont été insultés, agressés devant l'archevêché, dit-il, car ils voulaient défendre la radio de l'Eglise. Nous respectons, nous socialistes, le droit de l'Eglise à assurer en paix sa mission spirituelle. » Il dénonce l'ennemi — « les communistes, hier persécutés, aujourd'hui véritables persécuteurs (6) — Cela se passait à Braga, à

(6) « Le Monde » du 19 juillet 1975.

l'heure où les permanences communistes étaient mises à sac avec la bénédiction de la hiérarchie catholique !

Il ne nous paraît pas indifférent que le parti de Mario Soarès ait été associé à des opérations aussi peu glorieuses, lui qui brandit si volontiers les étendards de la liberté et de la démocratie. Certes, ce parti a recueilli aux élections pour la Constituante 38 % des voix et 116 sièges. On n'oserait affirmer que sa capacité d'auto-critique est proportionnée à sa force électorale.

Que son électorat soit composite, tout le monde en convient : à côté d'ouvriers, d'employés, de fonctionnaires, de petits commerçants, il est patent que des forces anti-révolutionnaires ont voté pour le P.S.P. qui, tout au long de la campagne électorale, avait donné des gages de son anticommunisme. Ces forces se donnaient ainsi, notait Jean Terfve dans une tribune libre du « Soir », « une chance de sauver l'essentiel, c'est-à-dire d'assurer la pérennité du capitalisme en lui donnant des formes sociales et plus humanisées. On retrouve ici, ajoutait le vice-président du parti communiste de Belgique, une tendance dominante dans la quasi-totalité des pays occidentaux : détourner la social-démocratie de sa vocation socialiste et révolutionnaire et en faire le fondement d'un capitalisme aménagé. »

Dans un livre publié à Paris voici trois ans sous le titre « *Le Portugal baillonné* », Mario Soarès s'efforçait de faire croire à l'existence dans son pays d'un mouvement socialiste structuré, représentant une force d'opposition au fascisme. C'était, comme l'écrivait à l'époque Nobre-Correia, « *avant tout une opération de relations publiques de M. Soarès à l'étranger* » (7). L'homme excelle dans ce genre d'opérations. Il se répand volontiers au micro des radios étrangères, et le soutien de la social-démocratie européenne constitue pour lui un maître-atout.

La plate-forme approuvée en décembre dernier au congrès de son parti se prononce pour une société socialiste et récusé la social-démocratie. Tout récemment encore, répondant le 23 septembre au « Times », il déclare que la social-démocratie telle qu'elle existe en Allemagne fédérale n'est pas applicable au Portugal, où il s'agit « non de corriger les aspects les plus injustes du capitalisme, mais de les détruire ». Il ajoute néanmoins que s'il était citoyen ouest-allemand, il voterait pour Willy Brandt. Il souscrivait donc aux conclusions du congrès de Bad-Godesberg du S.P.D., qui remise proprement la lutte des classes au magasin des accessoires. Bien plus, il s'accommode sans complexes du patronage de ce S.P.D., par exemple à Francfort le mois dernier, et en 1971, à Bad-Munstereiffel, où le parti socialiste portugais a été fondé. Et il se félicite de ses bonnes relations avec le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt, qui a assorti l'aide financière de son pays et de la C.E.E. à des conditions politiques.

A Rome, lors d'une conférence de presse le 14 juin, Soarès déclare : « Etre anticommuniste est une position de droite. Je suis un homme de gauche, mais antistalinien ». Staline a bon dos. Depuis qu'ont commencé les mises à sac des locaux du P.C.P., du M.D.P., de l'Intersyndicale, du F.E.S., on attend toujours que Mario Soarès condamne ces violences fascistes. Interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse à Lisbonne, il a répondu : « *La base socialiste est excédée. Elle ne comprendrait pas, elle n'admettrait pas une telle condamnation* ». (« Humanité » du 22 juillet).

(7) Revue « Mai », septembre 1972.

SAVOIR CE
QUE L'ON VEUT

« Il n'y aura pas au Portugal d'intervention à la chilienne de la part des autorités américaines, sauf situation exceptionnelle. »

Willy BRANDT, Interview au « *Nouvel Observateur* », 4 novembre 1974.

... les pays occidentaux doivent maintenant se pencher sérieusement sur le cas du Portugal, pour faire clairement savoir ... que nous ne sommes pas disposés à permettre l'existence d'un vide sur le flanc sud-ouest de l'Alliance atlantique ». (...) Il « serait inacceptable que la recherche de la détente amoindrisse notre volonté de recourir à toute action nécessaire à la défense de nos intérêts vitaux ».

Helmut SCHMIDT, dans « *Readers' Digest* », septembre 1975.

« Nous nous inquiétons beaucoup de l'avenir de la liberté au Portugal, comme nous sommes toujours inquiétés de la liberté des peuples à travers le monde ».

Gerald FORD, devant l'American Legion, 19 août 1975.

« Je pense qu'il est extrêmement tragique qu'en raison de l'enquête sur la CIA et de toutes les limitations qui nous sont imposées dans le domaine des opérations secrètes, nous ne soyons pas en mesure d'agir au Portugal aux côtés des autres pays occidentaux ».

Gerald FORD, Interview au « *U.S. News and World Report* », août 1975.

Au delà du petit jeu des citations, il convient d'examiner les conditions dans lesquelles le P.S.P. a quitté le gouvernement Gonçalves, le 10 juillet 1975, après avoir effectué quelques fausses sorties à propos de l'affaire « Republica ». C'est au lendemain de l'assemblée générale du Mouvement des Forces armées qui a mis au point (au prix de quinze heures de discussion) les nouvelles modalités de l'alliance Peuple-M.F.A., que Mario Soarès s'insurge contre ce qu'il appelle « une manœuvre totalitaire », une tentative d'instaurer « un régime dictatorial et bureaucratique, semblable à ceux de l'Europe de l'Est ». Le plan du M.F.A. prévoit la mise en place d'organisations populaires unitaires de base — comités de quartier, d'usine, de paysans : il s'agit de consolider et de structurer les liens entre le peuple et le M.F.A. — cela dans le contexte de mesures économiques radicales (formation d'un ample secteur d'Etat et réforme agraire), l'accent étant mis sur « la bataille de la production ». Le parti socialiste réagit agressivement à ce plan, qu'il interprète comme le désaveu du rôle des partis politiques et la reconnaissance d'une volonté communiste de « colonisation de l'appareil d'Etat ». C'est tout le problème — certes complexe — des rapports entre démocratie directe et démocratie électorale qui est ainsi posé ; mais loin de le mettre en discussion, le P.S. le fait brutalement éclater. Si brutalement qu'il est permis de se demander si ce n'est pas aussi et surtout le problème du socialisme lui-même qui est posé. L'acharnement de Mario Soarès à faire entrer au gouvernement de Azevedo les représentants du Parti populaire démocratique, force qui, elle, se revendique fièrement de la social-démocratie (sans avoir reçu de l'Internationale socialiste le label qu'elle a sollicité) et dont les liens avec la droite sont notoires, cet acharnement n'est-il pas indicatif ?

A plusieurs reprises, Soarès a déclaré que les communistes n'ont jamais proposé sérieusement un programme ou une action commune. A Radio -Monte-Carlo, il ajoute le 12 août : « Au contraire, ils insistent dans une voie totalitaire, dogmatique et sectaire ». C'est balayer du revers de la main une série de propositions précises formulées par les communistes — par exemple au congrès extraordinaire du P.C.P., en octobre 1974 — le 10 mars 75, à la réunion constitutive de l'Union de la Jeunesse communiste — le 6 mai 1975, lors d'une rencontre entre dirigeants socialistes et communistes — le 23 juin, quand la Commission politique du P.C.P. soumet aux autres partis de la coalition gouvernementale trois propositions : suspendre les attaques réciproques, rencontres bilatérales et multilatérales, sans attendre un accord entre directions créer à la base un climat de coopération — le 2 juillet, sur Antenne 2, quand Cunhal et Soarès se font face...

Dans les moments de tension, comme le 28 septembre 1974 ou le 11 mars 1975 — à l'heure des tentatives spinolistes de coup de force — les socialistes et les communistes se retrouvent au coude à coude, quasi instinctivement, grâce à des initiatives locales ou régionales. C'est au sommet qu'apparaissent les blocages. Ne serait-ce pas parce que précisément, le parti communiste est la composante la plus dynamique du développement démocratique du pays, et qu'armé à la fois d'une doctrine et d'une organisation, il veut vraiment — avec le peuple — frayer une voie portugaise au socialisme ?

DU COTE DE LA GAUCHE EUROPEENNE

La presse a complaisamment souligné les divergences qui ont pu apparaître à certains moments, à l'intérieur même du mouvement communiste international, à propos de l'évolution politique du Portugal.

Il ne s'agit certes pas de gommer ces divergences mais de leur donner leur vraie dimension en les resituant dans leur contexte. Pour semer la confusion, les milieux de droite se sont en effet efforcés d'assimiler les objectifs et la stratégie des partis communistes des pays européens développés à ceux des forces révolutionnaires portugaises en général et du P.C.P. en particulier, en négligeant à dessein la spécificité de la situation du Portugal.

L'attitude qu'un Fanfani eut en Italie quand le Conseil de la révolution suspendit le P.D.C., la formation qui se réclamait indûment du titre de la démocratie chrétienne portugaise au lendemain du putsch manqué de Spínola (11 mars 1975) est typique. Il en prit prétexte pour retirer démonstrativement la délégation de son parti qui assistait, suivant la coutume italienne, au Congrès du P.C.I. qui se tenait à Rome.

EN ITALIE

Enrico Berlinguer stigmatisa à juste titre « le caractère effronté de pur prétexte du geste accompli par M. Fanfani contre un Parti tel que le nôtre — qui n'est pas le Conseil militaire révolutionnaire du Portugal, qui n'est même pas le Parti communiste portugais, pour lequel nous avons d'ailleurs une affection profonde, et particulièrement pour son secrétaire général, le camarade Alvaro Cunhal — mais qui est le Parti communiste italien ».

Mais il n'en resta pas là. « *Pour être clair jusqu'au bout, et afin que ne soient permises à personne d'ultérieures spéculations et équivoques, ou même de simples malentendus* », il déclara que les communistes italiens formulaient des réserves sur certaines mesures prises au Portugal par les forces révolutionnaires et que, pour le reste, ils ne pouvaient pas renoncer « *à réaffirmer les positions de principe qui sont les leurs, et desquelles leur parti ne peut déroger, ni quand il opère en Italie, ni quand il évalue les événements d'autres pays* ».

Ces positions de principe, les dirigeants du P.C. italien les ont exposées à plusieurs reprises, au niveau le plus haut et de manière spectaculaire par la voix de Berlinguer lors du 14^e congrès du parti (18-23 mars 1975) ou à des meetings de masse, que ce soit à Turin le 24 mai ou à Livourne le 12 juillet, cette dernière fois aux côtés de Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste d'Espagne. Parallèlement la presse communiste italienne procédait à des analyses dans le même sens.

Une grande idée émerge de l'ensemble de ces textes : seul le plein épanouissement de la démocratie peut frayer la voie au socialisme. Précisons tout de suite que cette idée-force est aussi celle qui domine les congrès du Parti communiste de Belgique et qui sert de support à toute stratégie.

Mais voyons comment elle s'exprime dans le chef du P.C.I. à propos du Portugal.

On peut lire dans la résolution du 14^e congrès :

« *Le fait même que la destruction du régime de Salazar ait eu lieu essentiellement grâce à l'initiative des forces armées, tandis qu'elle constitue pour celles-ci un indubitable titre de mérite, pose cependant de graves et délicats problèmes et suscite des interrogations sur l'organisation d'un nouveau régime pleinement démocratique. Les difficultés qui surgissent aujourd'hui doivent être surmontées par la participation à la vie politique et à la dialectique démocratique des grandes masses et de toutes les formations politiques, à l'exception des groupes et des représentants de mouvements fascistes et contre-révolutionnaires qui se rendent responsables de complots contre la démocratie.* »

A Turin, le 24 mai, Enrico Berlinguer avait déclaré : « *Nous ne prétendons pas que notre conception et notre stratégie du développement démocratique vers le socialisme — la voie italienne de Gramsci, Togliatti et Longo — doive être assumée par les partis communistes d'autres pays. Mais nous ne pouvons nous taire quand sont en cause des principes auxquels nous croyons et que nous avons toujours appliqués. Non seulement ces principes correspondent à l'histoire et aux conditions idéologiques de l'Italie, aux meilleures traditions du mouvement ouvrier italien et de la nation, mais nous sommes convaincus que les valeurs et les droits démocratiques qui en sont l'expression — fonction des partis et leur pluralité, autonomie et liberté des organisations et actions syndicales, liberté d'opinion, de pensée et de presse — sont toutes valeurs que la classe ouvrière de l'Occident doit défendre contre les réactionnaires qui les nient et les menacent, doit préserver et développer pour la construction d'une société socialiste.* »

A Livourne enfin, le même Enrico Berlinguer déclare : « Nous avons déjà exprimé avec sérénité mais netteté notre désaccord à l'égard de positions et d'actes des communistes portugais, ainsi que du M.F.A. Ce désaccord s'accroît après les dernières décisions de ce Mouvement, qui nous préoccupent dans la mesure où elles limitent les droits à la liberté, dans la mesure où elles réduisent l'aire d'adhésion et de participation de toutes les expressions de la volonté populaire — parmi lesquelles figurent en premier lieu les partis — et qui constituent la seule garantie d'une rénovation de la société portugaise et de sa défense contre tout retour de la réaction ».

Pour sa part, Santiago Carrillo, après avoir longuement évoqué la situation en Espagne, et proclamé que la défense de la démocratie et la voie vers le socialisme passent par l'alliance des communistes avec les socialistes, les sociaux-démocrates, les catholiques et les autres forces progressistes, déclare : « Telle est à notre avis, la seule politique de classe possible en Europe. La répétition de vieux clichés sectaires, hors du temps, ne peut servir qu'à isoler l'avant-garde, à diviser les forces progressistes et à préparer de nouvelles défaites pour le mouvement ouvrier ». « Face aux événements et à l'évolution politique au Portugal, ajoute le secrétaire général du P.C.E., nous devons manifester notre préoccupation et notre inquiétude. Si devait se vérifier la rupture de l'alliance formée le 25 avril 1974 autour du M.F.A., si devait s'interrompre définitivement le jeu démocratique, on compromettrait gravement le sort de la révolution, et on causerait du tort avant tout au peuple portugais, mais aussi à la cause de la démocratie dans toute l'Europe. »

Face aux actes de violence dirigés dès ce moment contre les sièges d'organisations ouvrières, les secrétaires généraux des partis communiste et socialiste italiens se rencontraient à Rome le 14 août et signaient une déclaration commune. Compte tenu du « rôle important que le nouveau Portugal peut avoir pour le développement de la démocratie européenne et la détente internationale », Berlinguer et De Martino déclaraient : « Nous considérons de notre devoir d'exprimer le vœu que se réalise au Portugal un accord politique entre les partis démocratiques et en premier lieu, entre socialistes et communistes, ainsi qu'entre ces derniers et le M.F.A., pour surmonter la crise profonde que traverse le processus révolutionnaire du 25 avril. Cet accord doit être fondé sur la reconnaissance de la représentation populaire des partis, comme elle s'est exprimée lors du vote pour l'Assemblée constituante, sur la garantie du plein exercice des libertés démocratiques, à commencer par celles de la presse et de l'information, celle des organisations politiques et syndicales et de toutes les manifestations de la pensée ». Ce communiqué commun, signe d'un rapprochement entre les deux partis, s'opère deux mois après les élections régionales italiennes qui devaient, rappelons-le, consacrer une spectaculaire avancée communiste.

Et le Parti Communiste Français ?

EN FRANCE

Deux choses doivent, pensons-nous, être soulignées d'entrée de jeu.

1) Le P.C.F. a, d'une manière constante, mis l'accent sur la spécificité de l'expérience portugaise, montrant que même si le Portugal est situé en Europe occidentale, il présente des caractères

qui lui sont propres et insistant sur le fait que cette expérience — pas plus d'ailleurs qu'aucune autre — ne peut constituer un modèle pour les communistes français.

2) La solidarité maintes fois proclamée des communistes français envers leurs camarades portugais, et par-delà le P.C.P., envers tous les démocrates portugais, s'est définie comme une solidarité de combat « *profonde et naturelle* » : ni alignement, ni soutien inconditionnel, ni ingérence. « *Cette solidarité s'explique et se justifie*, devait déclarer Jacques Chambaz, membre du B.P., *parce que chacun peut voir, à travers les événements du Portugal, que ce qui se trouve mis en cause, c'est l'ensemble du mouvement démocratique en Europe, et donc en France.* »

Ainsi donc si l'impact du devenir portugais sur l'avenir de la gauche européenne apparaît aussi évident aux communistes d'Italie et d'Espagne que de France, cette évidence n'entraîne pas des comportements identiques. Là, on estime devoir se distancer de certaines pratiques ; ici, on souligne une fondamentale solidarité.

Il est vrai que le débat sur le Portugal s'insère en France dans le contexte d'une union de la gauche qui, pour avoir abouti à l'engagement du P.C.F., du P.S. et des radicaux de gauche sur un programme commun de gouvernement, n'en est pas moins l'objet d'un long et difficile combat interne.

Moment de cette union, les trois signataires du programme commun s'accordent le 13 août 1975 pour lancer un appel à l'opinion publique française, qu'ils alertent sur le danger réactionnaire et fasciste au Portugal.

Le même jour, dans une lettre adressée aux communistes et aux radicaux de gauche, François Mitterrand définit l'attitude de son parti à l'égard des problèmes portugais. C'était, rappelons-le, l'heure des bûchers et des agressions de locaux communistes. Mitterrand condamne cette chasse aux sorcières (que Mario Sarès n'a jamais condamnée) mais, solidaire du P.S.P., il considère que celui-ci a été « *contraint* » de quitter le gouvernement Gonçalves et il estime que « *les erreurs de jugement de la direction du parti communiste portugais ont largement contribué à imprimer aux événements le cours que nous déplorons. Le refus d'un programme commun avec les socialistes garantissant non seulement la transformation des structures économiques et sociales, mais aussi le pluralisme des opinions et des partis, et donc de leur expression, la mainmise sur de nombreuses collectivités par des personnes sans mandat dont la prétention à gérer les affaires publiques paraît exorbitante à qui a le souci de la démocratie véritable, le soutien quasi inconditionnel apporté à un pouvoir exécutif qui ne représente qu'une minorité, le dédain opposé au verdict du suffrage universel, l'approbation donnée à l'effacement des partis et à l'éviction de celui qui a obtenu les suffrages du plus grand nombre des travailleurs, ne constituent que quelques-uns des points sur lesquels le parti socialiste français entend marquer son total désaccord* ». (...) « *Dans les circonstances présentes, le suffrage universel n'a pas réponse à tout*, ajoute François Mitterrand, *mais, sans lui, il n'est pas de réponse du tout aux aspirations des masses.* » Et le premier secrétaire du PSF se prononce pour un « *gouvernement d'unité* », qui mettrait, croit-il, un terme « *aux incertitudes présentes* ». Il se déclare par ailleurs prêt

à participer à une campagne de mobilisation de l'opinion française, mais il ajoute : « *Encore faut-il poser des principes clairs et n'en pas déroger* ».

Georges Marchais répond à François Mitterrand le 19 août.

Après avoir déploré le préalable formulé par le P.S.F. à une campagne commune de solidarité, le porte-parole du P.C.F. refuse de rendre le parti communiste portugais responsable des violences dont il est la victime. « *Nous ne saurions en aucune autre circonstance adopter un tel comportement à l'égard d'un parti démocratique en butte aux violences de la réaction dans quelque pays que ce soit* ». (...) « *Vous montrez d'ailleurs vous-même, poursuit Marchais, à quel point cette « justification » de la campagne anticommuniste manque de fondement lorsque vous attribuez au P.C.P. la responsabilité, par exemple, d'un « refus de programme commun avec les socialistes* ». Il est en effet bien connu que le P.C.P. a maintes fois — et tout récemment encore — proposé à toutes les forces démocratiques portugaises l'union sur une plate-forme commune garantissant à la fois les transformations économiques et les plus larges libertés démocratiques, et que c'est le P.S.P. qui a toujours, jusqu'ici, refusé ces propositions. Il en est de même d'une prétendue « éviction » du P.S.P. alors qu'il est connu que c'est celui-ci qui a pris la responsabilité de se retirer de son propre chef du gouvernement, brisant ainsi la coalition démocratique réalisée le lendemain du 25 avril 1974 et provoquant la disparition du gouvernement d'unité. Il en est ainsi encore lorsque vous mettez en doute le respect du « pluralisme des opinions et des partis, et donc de leur expression » par le P.C.P., alors que tous les observateurs constatent qu'aucun pays occidental ne connaît un tel degré de liberté d'expression, de réunion, de manifestation, etc. »

Récusant ensuite toute velléité d'ingérence dans les affaires portugaises, Georges Marchais rappelle la teneur du contrat passé entre le M.F.A. et les partis à la veille des élections pour la Constituante, et il note que « rien ne vous permet d'affirmer que le P.C.P. n'a pas respecté ce contrat » et que « c'est donc déformer totalement la réalité que de l'accuser, comme le fait votre lettre, de « dédain opposé au verdict du suffrage universel ». Et de terminer sa lettre en reprochant « l'unité sans préalable dans l'action pour soutenir la jeune démocratie portugaise ».

Quant au Parti communiste de Belgique, il fonde sa solidarité avec les forces révolutionnaires portugaises sur la conviction que ceux qui sont le mieux placés pour décider de la stratégie propre au Portugal, ce sont — comme l'a dit Louis Van Geyt — « les hommes et les femmes engagés dans le processus révolutionnaire au Portugal même, et pour nous avant tout les communistes portugais ».

EN BELGIQUE

Interrogé par « Le Drapeau Rouge » au lendemain du passage des socialistes portugais dans l'opposition (le 17 juillet dernier) le président du Parti communiste de Belgique déclarait : « *Deux préoccupations essentielles doivent, je pense, nous servir de point de départ. C'est, d'une part, notre solidarité avec la révolution portugaise. C'est d'autre par notre préoccupation de favoriser au maximum le maintien et le renforcement de l'union des forces démocratiques, tant en Belgique qu'à l'échelle européenne, face au dessein*

de la droite atlantiste qui rêve non seulement d'écraser la révolution portugaise, mais aussi de renforcer son emprise sur l'Europe capitaliste. »

Cette « double préoccupation », qui lie dialectiquement le devenir du Portugal et l'union des forces démocratiques de l'Europe capitaliste est une constante au P.C.B. La plupart des textes émanant du Bureau politique ou du Comité central en portent la marque.

C'est ainsi qu'à l'issue de sa session des 20 et 21 juin, le Comité central soulignait que la campagne de dénigrement du P.C.P. menée par la droite cherche « à faire obstacle à la transformation progressiste du Portugal et à remettre en cause les réformes antimonopolistes opérées après l'échec des tentatives de coups d'Etat réactionnaires qui avaient précédé les élections ». Cette campagne vise aussi, indiquait le Comité central, « à contrecarrer les tendances au rapprochement entre les forces de gauche et spécialement les forces socialistes et communistes des différents pays d'Europe. » Et la résolution ajoutait : « *Le Comité central se déclare solidaire du Parti communiste portugais qui met tout en œuvre pour que la classe ouvrière puisse jouer le rôle déterminant qui lui incombe dans le processus de démocratisation du pays, c'est-à-dire, ainsi que l'a déclaré Alvaro Cunhal, dans l'édification « d'un régime qui allie aux libertés les plus amples de profondes transformations économiques et sociales, s'orientant vers le socialisme ». Il appelle les forces ouvrières et démocratiques de notre pays à ne pas tomber dans le piège tendu par leurs ennemis, à dénoncer les manœuvres de la droite et à se ranger ensemble du côté de ceux qui luttent pour défendre et étendre les conquêtes de la révolution portugaise. »*

La déclaration du Bureau politique du 26 août, que les Cahiers marxistes ont reproduite dans leur livraison de septembre, va dans le même sens, et « *le double piège de la droite* » — piège au Portugal, piège en Belgique, a souvent été évoqué dans la presse communiste.

Albert De Coninck, secrétaire national du P.C.B., terminait en ces termes une interview sur le Portugal, en date du 6 septembre : « *Il faut éviter que les divergences d'opinion entre les forces démocratiques au Portugal soient exportées en Belgique. Nous avons à lutter dans notre réalité politique. Les révolutionnaires portugais ont intérêt à l'unité la plus large dans notre pays. La contre-révolution qui s'agite au Portugal, au nom de la liberté, prétend que le mouvement ouvrier européen est avec elle. Dénonçons cette manœuvre. Voilà une tâche pour les ouvriers, dans les entreprises et dans leurs organisations syndicales. Les communistes ont le devoir de s'y mettre de toutes leurs forces. »*

Les communistes belges sont très attentifs à dénoncer l'assimilation fallacieuse à laquelle se livre la droite (pas seulement la droite de notre pays) entre des situations, des enjeux et des projets politiques de la gauche, alors qu'il s'agit de situations, de conditions et de stratégies politiques différentes. Il leur paraît essentiel de dissiper une confusion savamment entretenue entre deux notions :

— d'une part la solidarité des forces de gauche — et d'abord des communistes — avec les forces révolutionnaires portugaises,

- étant entendu que cette solidarité respecte les prérogatives des forces révolutionnaires portugaises à définir leurs objectifs et leur stratégie,
- d'autre part, une prétendue similitude d'objectifs et de stratégie entre les forces révolutionnaires portugaises, en particulier le P.C.P., et la gauche belge, en particulier le P.C.B.

Dans le même esprit, ils soulignent tout ce qui distingue les critiques sévères à l'encontre d'un Soarès et de ceux qui, au sein de l'Internationale socialiste, ont prôné une intervention de l'OTAN au Portugal, des critiques exprimées au sujet des attitudes réformistes du Parti socialiste belge

Quelques jours après la liquidation du fascisme portugais — c'était au début de mai 1974 — la direction du Parti socialiste belge recevait avec chaleur Mario Soarès et lui manifestait son soutien. « Le P.S.B. s'efforcera, en contact avec les socialistes portugais, de faciliter au peuple portugais son retour dans la communauté des peuples et des nations libres et démocratiques, et pour que le Portugal, comme pays européen, puisse jouer un rôle à part entière comme facteur d'une nouvelle stabilité intérieure et extérieure. »

La revue « Socialisme » soulignait alors que « *le Portugal démocratique ne peut être étranglé au profit d'intérêts capitalistes qui ne tiennent pas compte des droits démocratiques, sociaux et politiques des Portugais* ».

Réitérée au fil des mois, la solidarité des socialistes belges avec le P.S.P. ne s'est jamais démentie et elle a même été qualifiée par André Cools d'« indéfectible » quand, en juillet dernier, Mario Soarès choisit de quitter le gouvernement Gonçalves. « Mario Soarès vient de prouver une fois encore, écrivait Cools en éditorial du « Peuple », le profond attachement du socialisme d'Europe occidentale à la démocratie ». On peut ne pas contester la profondeur de l'attachement, mais ne faut-il pas se demander de quelle démocratie il s'agit, puisqu'aussi bien la « démocratie bourgeoise traditionnelle » a été récusée au Portugal par d'excellents amis de Mario Soarès, à commencer par le commandant Melo Antunes, et que tout autre type de démocratie doit encore être conquise en Europe occidentale ? Ce n'est pas là, pensons-nous, la seule ambiguïté qui entoure la solidarité envers les socialistes portugais.

Quoi qu'il en soit, André Cools se dit dans « Le Peuple » du 5 juillet « effrayé — le mot n'est pas trop fort — par la campagne anticommuniste violente et primaire qui bat son plein dans l'ensemble de la presse de droite ou de la presse dite neutre ».

Les choses ne se sont cependant pas passées en Belgique comme en Italie ou en France : il n'y a pas eu d'appel ou de communiqué commun où socialistes et communistes auraient été associés à propos de la menace fasciste et réactionnaire au Portugal. Le Bureau du P.S.B. a même cru devoir souligner que l'Appel pour le Portugal (publié dans le précédent numéro des Cahiers marxistes) n'avait reçu la caution d'aucune organisation de l'Action commune « pour la raison évidente que certains passages pouvaient apparaître comme une attaque à peine déguisée contre le parti socialiste portugais et d'autres partis frères de la C.E.E. » De nombreuses personnalités socialistes ont néanmoins contresigné cet appel ; sans doute leur aura-t-il paru utile de manifester leur solida-

rité avec les forces progressistes portugaises et de rappeler ses responsabilités à l'opinion démocratique belge — cela dans un esprit totalement étranger à toute polémique partisane.

Examinant la situation au Portugal, le bureau du P.S.B. a estimé le 1er septembre que « le mépris du résultat des élections démocratiques est à la base des dissensions qui ont surgi et qui peuvent mener à la catastrophe ». Il réaffirmait sa solidarité avec le P.S.P., « qui n'a cessé de militer pour un régime respectant le suffrage universel et qui propose un programme réaliste et progressiste de réformes économiques. Le bureau souhaite voir s'unir au Portugal en dehors de toute ingérence étrangère et selon les règles de la démocratie, toutes les forces résolues à assurer la paix civile, les libertés publiques, le redressement économique et la justice sociale. Le bureau rappelle qu'il a insisté auprès de la C.E.E. pour que tout le concours nécessaire soit apporté sans délai à la république portugaise. »

S'il semble effectivement acquis que les socialistes belges ont insisté en faveur de cette aide « européenne », André Cools a néanmoins commis une imprudence en écrivant dans une réponse à Marcel Grégoire que « tous les partis socialistes sont du même côté de la barrière », car il était déjà notoire que sociaux-démocrates allemands et travaillistes britanniques entendaient assortir l'aide de la C.E.E. à des conditions politiques précises... Il n'est donc guère étonnant que des discordances se soient manifestées à ce sujet dans le P.S.B.

Du côté de « Links » et des Jongsocialisten on s'est permis de formuler des critiques assez sévères sur la politique de Mario Soarès ; cette attitude a valu à ses auteurs un rappel à l'ordre de la direction du parti.

Dans « Combat », J.M. Roberti « déplorait » l'attitude des citoyens Wilson et Schmidt et observait à propos des confidences du chancelier allemand au Reader's Digest : « Qu'un prétendu « socialiste » ose tenir ce langage digne des assassins d'Allende (Kissinger et Cie) est intolérable. Cools, Mitterrand, Palme, De Martino etc. devraient le lui faire savoir sans ambages. Belle « démocratie » capitaliste en effet que celle qui empêcherait un pays de se distancer d'une coalition militaire chargée de la promotion d'intérêts contraires à ceux d'un peuple tenu dans la répression, la misère et l'ignorance pendant un demi-siècle. » Dans le même article de « Combat », Roberti faisait cependant retomber sur le P.C.P. la responsabilité principale de la désunion de la gauche, et il diagnostiquait péremptoirement dans le chef de ce parti une « stratégie mécaniquement inspirée par les idéologues les plus dogmatiques du Kremlin. » Ce qui ne l'empêchait pas de s'élever contre les violences et les exactions dont les communistes « militants courageux du mouvement ouvrier » étaient victimes.

On peut retrouver un mélange assez semblable, encore qu'autrement dosé, dans les commentaires de Robert Falony dans « Le Peuple » : par delà des légèretés et des accusations sans fondement contre les communistes portugais (notamment dans l'affaire

« Republica ») (8), on retrouve un fil conducteur — pas de préalable, pas de conditions politiques à une aide de la C.E.E. au Portugal démocratique. Le 9 septembre, Falony se demandait « comment ne pas considérer la recherche d'une union de la gauche comme un objectif »; deux semaines plus tard il écrivait que la démocratie bourgeoise au Portugal ferait « le lit d'une nouvelle réaction de type fasciste ».

Seul Victor Larock devait mettre en garde contre la signification profonde des attaques anticommunistes au Portugal. Il notait le 26 août : « *Ce qui est visé, au delà du communisme, c'est le socialisme et sa revendication de justice. Liquider Cunhal, puis lessiver Soarès, ce serait bien joué. Pour les maîtres du jeu, les manifestes et les doctrines ne sont que des mots. De toute évidence, concluait l'ancien ministre socialiste, si un parti ou un mouvement ose s'en prendre résolument au capitalisme en crise, il doit s'attendre à le payer cher* ».

Se plaçant sur un terrain très différent, des chrétiens eurent à l'égard des mises à sac de locaux communistes, des réactions tout aussi nettes, et nombre de militants du M.O.C. ont signé l'« Appel pour le Portugal ». Le comportement de l'archevêque de Braga, son rôle dans le déploiement d'une violence « sainte » a suscité la réplique véhémement par exemple d'un groupe de prêtres du Hainaut et de Liège, de Pax Christi Charleroi (qui dénonce « le conservatisme qui se cache trop souvent dans l'anticommunisme ») ou encore de A. Stevaux, doyen principal de Charleroi. Le souci qu'a ce dernier d'informer les chrétiens de certaines réalités insoupçonnées de l'Eglise portugaise est à rapprocher de la préoccupation qui anime la plupart des « nouveaux touristes » — très différents des visiteurs de la classe Luxe de naguère — qui sont allés cet été humer l'air du Rossio, de l'Alentejo ou de Tras Os Montes. L'écart entre le climat observé sur place et l'image qu'en donnent les agences de presse, l'écart entre l'événement vécu et la relation qu'en donnent les mêmes agences, ont amené nombre de touristes à se poser des questions, parfois fondamentales, sur le rôle des mass media, et sur le rapport des forces au Portugal.

Et sans doute retrouve-t-on des motivations aussi diverses chez les gens — surtout jeunes — qui soutiennent des initiatives comme celles de « Nieuw Portugal », « Links » et « Hebdo 75 », en vue de manifester la solidarité des démocrates de chez nous avec le peuple portugais.

ET DEMAIN ?

La constitution du sixième gouvernement provisoire portugais, si elle met fin à une dangereuse vacance du pouvoir, ne met probablement pas fin à la crise politique.

Les agressions contre les locaux communistes ont cessé aussi soudainement qu'elles avaient commencé. Quand on se

(8) Bon prince, Robert Falony concédait dans un commentaire daté du 20 septembre que « les erreurs du PCP lui ont été dictées en partie sous la pression d'une extrême-gauche... » Il omet de dire que les socialistes n'ont pas craint de s'allier aux maoïstes du MRPP pour battre des militants communistes à certaines élections syndicales.

souvent que la population n'a pas ou très peu participé à ces attaques (9), il apparaît que loin d'avoir été ces manifestations spontanées de colère populaire que certains ont diagnostiqué, elles s'inscrivent plutôt dans une offensive bien programmée de la droite et même de l'extrême-droite.

De fait, la droite a marqué des points.

D'abord au niveau de la nouvelle équipe gouvernementale : si la « mixité » militaires-civils est sauvegardée, si les mêmes partis qu'hier s'y trouvent associés, cette fois — et conformément aux résultats des élections pour la Constituante — le poids du P.P.D. l'emporte sur celui du P.C.P., et les socialistes détiennent quatre portefeuilles.

Au niveau de l'opinion publique, ensuite. C'est ainsi que la nostalgie du temps « où régnaient l'ordre et le progrès » s'exprime pour la première fois depuis le 25 avril dans les journaux comme le « Tempo » ou le « Jornal portugues de economia e finanças ». C'est ainsi que le leader du Parti populaire démocrate (P.P.D.), M. Sa Carneiro, croit le moment venu de contester ouvertement le rôle du M.F.A : « Les forces armées, a-t-il déclaré le 23 septembre, n'ont ni la légitimité, ni la compétence pour gouverner, et ce n'est pas leur mission ». De là à contester la légitimité du 25 avril, il n'y a qu'un très petit pas...

Pour certains observateurs, l'évolution au sein du M.F.A. est aussi de nature à donner satisfaction à la droite : au-delà des fractures qui se sont produites, et qui paraissent irréversibles, une certaine mentalité militaire corporatiste ou élitiste semble faire surface, qui est en contradiction totale avec le sens même de la fonction que s'est attribuée le Mouvement des forces armées. Certes, il est trop tôt pour déterminer les chances de développement de cette tendance, qui pourrait entraver la nécessaire consolidation de l'alliance M.F.A.-peuple. Mais il ne sert à rien de dissimuler que le « nouveau », là, est une résurgence de l'ancien et ne sert pas le progrès.

Ce qui est par contre relativement prévisible, c'est la poursuite de l'afflux des réfugiés d'Angola, avec ce que cela représente de pression économique, sociale et politique. Deux ou trois cent mille anciens colons sont attendus au Portugal avant la fin de l'année. Mal attendus, il faut le dire, car avec déjà trois cent mille chômeurs, l'économie portugaise n'a pas grand-chose de concret à leur offrir. Or les réfugiés d'Angola attribuent tous leurs malheurs au nouveau régime, responsable de la décolonisation comme du chômage. Leur mécontentement, leur déception, leur amertume viendront très vraisemblablement alimenter l'opposition de droite au régime.

Plus que jamais, les problèmes économiques sont préoccupants, et il appartient au gouvernement Pinheiro de Azevedo de prendre, rapidement, des mesures concrètes pour élever le niveau de l'emploi, combattre l'inflation, animer et gagner la « bataille de la production », compléter la réforme agraire. Le gouvernement s'est engagé à préserver les conquêtes révolutionnaires. Pourra-t-il le faire alors que les tendances contradictoires qui l'habitent risquent soit de l'immobiliser, soit de le déchirer ?

(9) Voir notamment à ce sujet le témoignage de Jacques Bekaert dans « La Relève » du 6 septembre et « La Cité » du 18 août 1975.

Il paraît improbable qu'il puisse compter sur un appui fervent de l'opinion publique : trop de convulsions et trop de confusion politique ont finalement eu raison de l'allégresse et de l'ingénuité portugaises, auxquelles ont succédé désenchantement et lassitude. Malgré la présence d'un des siens au gouvernement, le parti communiste a adopté une attitude réservée et critique à l'égard de la nouvelle équipe. Sa décision d'autoriser un de ses membres à participer, à titre personnel, au gouvernement « pourra être remise en question à tout moment si l'accomplissement de sa mission — défendre par sa présence la révolution et ses objectifs essentiels — s'avère impossible », a indiqué « Avante », qui rappelait : « *L'action des communistes au gouvernement est inséparable de l'action politique du parti, de l'activité et de la lutte de la classe ouvrière, des masses laborieuses, des forces révolutionnaires* ».

Des discussions se déroulent dans le parti, à tous les échelons. En même temps, l'effort est fourni pour garder ou développer les liaisons avec les masses populaires, en particulier dans le Sud et dans les villes importantes, pour nouer le dialogue avec toutes les forces décidées à défendre l'acquis de la révolution et à aller de l'avant.

Dans cette situation extrêmement complexe, la solidarité de la gauche européenne peut jouer un rôle plus que symbolique. Agir pour que l'aide économique de la C.E.E. soit rapidement débloquée constitue un premier impératif, car le chaos économique et la misère aggravée ne serviraient que la droite. Agir contre la désinformation, faire connaître les réalités portugaises, les réalités du combat mené par les forces de progrès, c'est une autre nécessité, permanente celle-là.

Rien n'est perdu. Rien n'est définitivement gagné.

L'enjeu portugais, qui taraude tellement les Ford, les Kissinger, les Schmidt, mérite de la part des démocrates de notre pays plus qu'un coup de chapeau poli : une solidarité active avec les forces révolutionnaires.

Hebdo 75

Hebdomadaire à partir du 22 octobre

Abonnements : 1.400 F par an (1.200 F pour les moins de 25 ans)
en une ou deux tranches au compte 068-054210-13 (Crédit Communal)
d'Hebdo 75.

Démocratisme abstrait et lutte révolutionnaire

Dans un article sur le Portugal, publié dans « Le Soir » du 3 septembre, abordant les tâches du mouvement révolutionnaire, j'ai été amené à parler des « tentations séduisantes d'un démocratisme abstrait » dans le chef de certains. Pour être plus précis, en écrivant cela, je pensais essentiellement à l'attitude adoptée par Mario Soarès et certains de ses amis durant les mois difficiles qui viennent de s'écouler.

Cette remarque a provoqué certaines réactions dans l'hebdomadaire « Combat ». On y écrit entre autres : « **Le vice-président du P.C.B. nous paraît, contrairement aux communistes italiens et espagnols, contribuer à justifier un pouvoir bureaucratique coupé des masses** ».

Puisque cette interprétation est donnée dans un journal ami, il est juste que nous fassions un effort de précision et de clarification, d'autant plus qu'il s'agit d'une question essentielle, une question sur laquelle se concentre d'ailleurs la propagande des adversaires.

Nous raisonnons bien entendu au départ de la situation portugaise en tenant compte de ses aspects spécifiques et plus particulièrement des conditions dans lesquelles s'est opérée la prise du pouvoir, ainsi que du caractère de force qui y ont contribué.

Il nous paraît juste de dire qu'au printemps 1974, l'étape de lutte abordée par les forces révolutionnaires portugaises était celle de la prise du pouvoir. Une prise du pouvoir avec comme objectifs : renverser le fascisme, mettre fin aux guerres coloniales, mais aussi jeter les bases d'un régime nouveau de tendance socialiste.

Même si les formes d'un régime socialiste adapté aux conditions portugaises sont encore imprécises et mal définies, la volonté des forces qui ont pris le pouvoir est de s'en prendre au capitalisme, dont le fascisme était la forme exacerbée.

La prise du pouvoir a-t-elle été un acte démocratique au sens formel où l'entendent les tenants du démocratism abstrait ? A-t-elle été une mesure préalablement délibérée et majoritairement approuvée ? Il est difficile de le prétendre, et on comprend pourquoi. Il s'agit cependant d'un acte légitime. La meilleure preuve est l'accueil qu'il a reçu et l'enthousiasme qu'il a provoqué auprès d'une très large majorité de la population. Au point que ses adversaires ont été hors d'état de lui opposer une résistance par la violence et se sont confinés dans un immobilisme peureux.

Il serait toutefois erroné d'en déduire que les forces liées au régime ancien sont inexistantes ou résignées à leur éviction. Loin s'en faut.

Elles sont d'ailleurs rapidement passées à la contre-offensive : tentative de coup d'Etat de Spínola, mais davantage, étranglement de l'économie, fuites de capitaux, manœuvres de division, attitude provocatrice du clergé, etc.

Ajoutons-y les interventions extérieures occultes ou même ouvertes : les pressions des sociétés multinationales, les ingérences à peine dissimulées de la C.E.E. et de certains gouvernements étrangers.

Il en résulte pour le nouveau régime des objectifs prioritaires. Le premier est de garder le pouvoir conquis en le protégeant immédiatement contre les tentatives de restauration du régime ancien et en mettant les adversaires hors d'état de nuire. Cela implique également une série d'actes d'autorité, dont le caractère formellement démocratique n'est pas garanti, mais dont la nécessité et la légitimité s'imposent. Par exemple, l'interdiction pour les forces contre-révolutionnaires de mettre sur pied des organisations structurées ayant pour objet le renversement du pouvoir et la restauration de l'ancien régime. Le refus de leur donner accès aux instruments d'information de masse dont l'Etat a le monopole, l'interdiction de constituer des milices privées, etc.

D'autre part et simultanément, la tâche du pouvoir révolutionnaire consiste à mettre sur pied, sans le moindre retard, les structures indispensables au fonctionnement du régime nouveau, tant dans le secteur économique que dans le domaine administratif et social.

Il importe en effet de ne pas permettre une vacance du pouvoir, de jeter au plus tôt les fondements du régime nouveau, de permettre à celui-ci de fonctionner immédiatement d'une façon suffisante, afin d'amorcer tout au moins un premier règlement des problèmes essentiels et urgents. C'est ainsi qu'on peut légitimer dans les faits le pouvoir révolutionnaire et lui fournir, sur la base de réalisations concrètes, l'appui de masse qui lui est indispensable.

Cela implique autre chose que des mesures purement déclaratives. S'il y a une nationalisation des banques et de grands secteurs économiques, il faut se mettre en mesure de remplir à très brève échéance les fonctions positives assurées par le système bancaire et

de faire fonctionner d'une façon satisfaisante les entreprises les plus importantes. S'il y a réforme agraire, il faut qu'elle fournisse à ceux qui reçoivent la terre les moyens de l'exploiter et d'y trouver l'essentiel de leurs moyens d'existence.

Il en résulte la nécessité de l'adoption d'une série de mesures dont la signification et la portée politique peuvent être très grandes. Mais à ce stade, l'élément dominant c'est la rapidité de la prise de décision, même si celle-ci est incomplète et imparfaite. La discussion détaillée, l'adaptation nécessaire viendront après, car le pire danger est l'immobilisme et la carence du pouvoir.

Lié à ce problème, se pose celui des cadres d'exécution. Tout mouvement révolutionnaire est confronté avec cette difficulté. Quasi toujours, la plupart des cadres du régime ancien, tant du secteur public que du secteur privé, adoptent à l'égard du système une attitude d'hostilité, de non-collaboration ou, dans le meilleur des cas, un attentisme prudent. Le nouveau pouvoir est brusquement confronté avec la nécessité de trouver sur le champ le minimum de cadres indispensables pour assurer le fonctionnement des rouages essentiels. Il est acculé à improviser et au départ, à se préoccuper plus de l'attachement des hommes à la cause révolutionnaire qu'à leur qualification personnelle. Là aussi, les adaptations viendront après, quand une stabilisation suffisante du pouvoir créera les conditions qui permettront de mettre chacun à l'endroit qui lui convient le mieux, et où il pourra faire preuve d'une efficacité maximum.

Enfin, tâche essentielle pour le pouvoir nouveau, c'est aussi, dès le premier moment, de s'engager dans la voie d'un régime pleinement démocratique.

La nécessité d'une société pleinement démocratique est non seulement un impératif idéologique pour un système de tendance socialiste, mais il est également la meilleure garantie de sa consolidation rapide et de son développement ultérieur. Il implique, comme le dit la résolution du 14e congrès du Parti communiste italien, **la participation à la vie politique et à la dialectique démocratique des grandes masses et de toutes les formations politiques, à l'exception des groupes et représentants des mouvements fascistes et contre-révolutionnaires qui se rendent responsables de complots contre la démocratie.**

Cette orientation fondamentale est presque plus indispensable encore quand le régime nouveau remplace le fascisme qui est l'antithèse systématique et organisée de la démocratie, et qui précisément est mis en cause à ce titre.

Au moment d'une prise de pouvoir qui, comme nous l'avons exposé plus haut, entraîne inévitablement et légitimement d'ailleurs, le recours à une série de mesures autoritaires de défense et de consolidation immédiate, le risque existe de se laisser entraîner par la facilité, de prolonger, sous couvert d'efficacité accrue, une période exceptionnelle, et de reporter à plus tard l'élaboration et la construction patiente d'une démocratie adaptée au régime nouveau.

Nous disons construction patiente parce que la mise en place d'une société pleinement démocratique est une chose qui ne s'improvise pas du jour au lendemain. Elle ne peut être la transposition de la

démocratie bourgeoise des pays capitalistes avancés. Celle-ci correspond pour l'essentiel aux intérêts d'un régime dominé par le capitalisme. Elle est le résultat d'une longue évolution, et la plupart des éléments réels et positifs qu'elle contient n'existaient pas au départ, mais sont des conquêtes, résultats d'une lutte dure et tenace menée pendant plus d'un siècle par les forces progressistes.

Sans doute connaît-on les principes d'un système démocratique : fonctions et pluralisme des partis politiques, autonomie et liberté des organisations syndicales, liberté d'opinion, de pensée, de presse, respect des droits de l'homme. Mais il faut qu'ils se concrétisent et s'intègrent dans la vie du pays, en tenant compte de la situation réelle de celui-ci, de ses traditions, de ses responsabilités, de son degré de développement et des nécessités de la lutte révolutionnaire dans la période difficile de l'instauration du régime nouveau.

La construction de la démocratie nouvelle doit être entreprise tout de suite, sans se permettre le moindre retard, en raison même des difficultés et des inévitables tâtonnements qu'elle comporte. Mais la méthode utilisée par Mario Soarès et certains de ses amis — à des fins d'ailleurs étroitement électorales et partisans — et qui consiste à confondre démocratie dans le Portugal de 1974-1975 et démocratie dans les pays capitalistes avancés, est une méthode inadmissible qui tourne le dos aux intérêts de la révolution.

L'AMI et les médicaments

Les Cahiers marxistes ont publié le mois dernier une étude de Jacques Lemaître qui traitait des tares de l'AMI. L'auteur situait le problème dans une perspective de lutte du mouvement ouvrier contre la politique d'austérité du gouvernement, pour une politique globale de la santé, pour des réformes structurelles frayant la voie au socialisme.

Cette fois, René Deroux analyse un aspect particulier du dossier : l'AMI et les médicaments.

QUI CONSOMME QUOI ?

Rappelons d'abord qu'on appelle **spécialités**, les médicaments fabriqués industriellement et présentés en emballage de fantaisie —, et **préparations magistrales** les médicaments préparés par le pharmacien dans son officine. L'AMI n'intervient dans le coût que d'un assez faible pourcentage de spécialités, et le médecin est donc amené, selon que dans une catégorie de médicaments (on parle de **classe thérapeutique**) il y a peu ou beaucoup de spécialités admises au remboursement de l'AMI, à prescrire beaucoup ou peu de préparations magistrales.

Consultants, patients et consommateurs de médicaments (sur prescription médicale) se répartissent comme suit selon l'IMB (1) :

	Hommes	Femmes (2)	Totaux (3)	Proportion de la population globale
Enfants de 0 à 11 ans	6,5	5,6	12,1	19,2
Adolescents de 12 à 19 ans	2,5	3,3	5,8	11,2
Adultes actifs de 20 à 64 ans	21,2	32,8	54,0	55,3
Pensionnés de 65 ans et plus	8,4	14,8	23,2	13,3

Ainsi donc, pour l'ensemble des soins de santé, la consommation des personnes âgées serait de **2,5 fois supérieure** à celle des autres catégories sociales.

(1) Extrait de « L'invasion pharmaceutique » de J.P. Dupuy et S. Karsenty : I.M.S.-DOREMA : Information Médicale et Statistique est une filiale française de International Market Services qui possède à l'échelle mondiale les sources statistiques les plus complètes en matière de consommation pharmaceutique. Chaque mois, IMS dépouille et analyse les factures d'un panel de 30.000 pharmaciens et publie ses résultats. Ceux-ci portent sur les ventes de 4.000 produits différents répartis en 150 catégories thérapeutiques, à l'intérieur desquelles ils sont classés selon leurs ventes en valeur et en unités. I.M.S. donne également la structure des ventes par âge des produits, un classement des laboratoires par chiffres d'affaires et nombre d'unités vendues, la part du produit dans le chiffre d'affaires du laboratoire, etc.

DOREMA — qui a été racheté récemment par I.M.S. est un panel tournant de 1.600 médecins qui, chaque trimestre et MOYENNANT REMUNERATION, remplissent pendant plusieurs jours une fiche par malade venu consulter. Cette fiche comporte des renseignements sur le malade (âge, sexe, catégorie socio-professionnelle, etc.) et indique le diagnostic porté, les produits prescrits et les EFFETS ATTENDUS DE CETTE PRESCRIPTION. Ce panel permet de bien connaître la prescription médicale et le pourquoi des prescriptions. On peut, par exemple savoir que tel médicament est prescrit chez l'homme ou chez la femme et dans quelles proportions, on peut connaître sa prescription par tranche d'âge, par type de médecin, par région, savoir avec quels autres produits il est le plus souvent prescrit. On peut aussi savoir comment le médecin perçoit les produits de la maison et ceux de la concurrence.

Remarque : En Belgique, le panel des pharmaciens est évidemment réduit en fonction de l'importance de notre territoire. Quant au PANEL de médecins, il est composé de 250 médecins par trimestre, dont 150 sont fixes et 100 différents chaque trimestre. Ils sont répartis en 6 groupes, comme suit :

SPECIALITE	Bruxelles	Flandres	Wallonie	TOTAL
Généralistes	22	79	57	158
Spécialistes	27	37	28	92
Total	49	116	85	250

Ces statistiques I.M.S. d'une part, DOREMA (en Belgique IMB) d'autre part constituent l'outil de base de l'industrie pharmaceutique, tant pour surveiller sa situation vis-à-vis de la concurrence, sa progression par rapport à celle du marché général des médicaments, que pour adapter son information auprès des médecins, et aussi pour étudier le marché et orienter son activité future. Elle tentera de s'introduire dans les classes en progression et évitera de lancer un produit dans une classe en régression.

(2) Dès la puberté, l'élément féminin consomme plus que l'élément masculin, ce qui est physiologiquement et numériquement normal. Quant à la proportion plus élevée de consommatrices de plus de 65 ans, elle correspond à un excédent de population de sexe féminin.

(3) Les chiffres sont repris de l'I.M.B. Il ne s'agit que de bénéficiaires AMI. La différence de 5 % représente les consultants non AMI.

Les plus de 65 ans, qui représentent 13 % de la population et 23 % des consommateurs de médicaments, utilisent, en effet :

- 26,2 % des tranquillisants,
- 30,8 % des digestifs,
- 33,7 % des cholagogues et cholérétiques (produits destinés aux affections du foie et des voies biliaires),
- 61 % des hypotenseurs,
- 76,1 % des vasodilatateurs périphériques,

Il est vrai que d'autres classes thérapeutiques sont « sous consommées » par ces plus de 65 ans :

- 12,7 % des antitussifs simples,
- 21,1 % des baumes antirhumatismaux.

Mais, par contre, en ce qui concerne l'AMI, leur part dans la consommation est accrue par le fait d'un taux de remboursement plus élevé ainsi que par leur insistance accrue auprès de leur médecin pour obtenir une prescription remboursable.

Cette insistance est « normale ». Ayant payé pendant des années pour acquérir ce « droit à la santé » ils peuvent aujourd'hui exiger que ce droit soit matérialisé par la gratuité des soins et des médicaments.

LES TRUSTS PHARMACEUTIQUES : PRINCIPAUX BENEFICIAIRES DE L'AMI

Les trusts de l'industrie pharmaceutique, qu'il s'agisse des multinationales d'origine étrangère ou des grandes familles « chimiques » belges qui ont nom SOLVAY, EMPAIN, JANSSENS, se plaignent depuis longtemps du freinage par rapport à l'index de la hausse des prix des spécialités pharmaceutiques.

Il est exact qu'au cours notamment de la décennie 1953-1963, les produits existants en 1953 ont, dans leur majorité, subi une baisse de prix qui, selon le pays d'origine du dit produit, variait de 13,4 à 45,7 %. Pendant cette même période, l'index avait cependant haussé de 17,5 %.

Ce que les trusts oublient de mentionner, c'est qu'au cours de ces dix ans, les frais de recherche, de matériel spécial, s'étaient amortis, les frais de lancement (échantillonnage et publicité intensive) s'étaient amenuisés et qu'en conséquence, le prix de revient était nettement moindre qu'à l'époque de la mise du produit sur le marché.

Cependant, les mesures gouvernementales imposant des blocages ou des baisses de prix n'ont pas toujours été respectées par la majorité des entreprises concernées. L'industrie, les grossistes et les pharmaciens ont appliqué des prix « illégaux ». Les gouvernements respectifs ont été impuissants à faire respecter la loi.

Les trusts du médicament toujours à l'affût des diverses failles du « système » ont procédé à des « remplacements ». Des produits réputés (par eux) « bon marché » ont été déclarés « non rentables », retirés du marché et remplacés par des produits plus onéreux grâce à une modification de formule (adjonction d'un second principe actif), un changement d'excipient, une substitution de forme (dragée au lieu de comprimé ou de gélule), de conditionnement (24 unités au lieu de 20).

En huit ans, les prix ont triplé

Ces « manipulations » savantes ont amené le prix moyen des spécialités commercialisées de :

21,13 FB en 1967 à 66,74 FB en 1974 (au PGHT) (4).

37,55 FB en 1967 à 118 FB en 1974 (prix public)

En huit ans, le chiffre d'affaires a doublé

Le CA (chiffre d'affaires) (au PGHT) est ainsi passé de :

6.775.820.500 FB en 1967 pour 146.249.000 unités

à 12.937.234.000 FB en 1974 pour 195.483.600 unités.

et à 7.412.203.000 FB au cours du 1er semestre 1975 pour 106.225.800 unités.

La progression du marché pharmaceutique, plus forte que celle des autres industries

L'essor de l'industrie pharmaceutique a été conditionné par le « remboursement » qui a accru la consommation. La progression du marché pharmaceutique en est la preuve :

1970-1969 : plus 18 %

1971-1970 : plus 9 %

1972-1971 : plus 13 %

1973-1972 : plus 15,0 %

1974-1973 : plus 8,0 %

1^{er} sem. 75-1^{er} sem. 74

: plus 16 %

Le rapport que vient de publier « Test-Achats » montre que de 1956 à 1966, la rentabilité de l'industrie pharmaceutique aux Etats-Unis est, selon les années, de 1,5 à 2,2 fois supérieure à celle des autres secteurs industriels.

LE GOUVERNEMENT ALLIE DES TRUSTS

D'autres abus en matière de prix restent autorisés par le gouvernement :

a) SPECIALITES d'origine étrangère :

Nos gouvernants se réjouissent de l'installation sur notre sol d'entreprises étrangères. Mais cela permet à des firmes dont les produits sont d'un faible coût dans le pays d'origine de fabriquer ici, à partir d'une matière première fournie par leur maison mère à des taux nettement prohibitifs. De plus, ces firmes obtiennent des avantages fiscaux et des prêts pour leur installation, leur bénéfice est donc accru.

D'autres produits, importés complètement conditionnés de pays à l'intérieur desquels la TVA est plus élevée que la TVA belge (la TVA du pays d'origine n'étant pas due à l'exportation mais remplacée, à l'entrée en Belgique par la TVA à l'importation) sont vendus ici à un prix basé, à tort, mais avec l'accord tacite du gouvernement, sur le prix public du pays d'origine TVA comprise. Les produits français importés sont ainsi vendus à un prix calculé sur le prix public français (19 % de TVA) alors qu'en réalité, seule une TVA de 6 % y est appliquée.

(4) Les initiales PGHT signifient : prix grossiste hors taxe.

b) SPECIALITES belges :

Les entreprises pharmaceutiques (de production) belges ne sont le plus souvent que des filiales, des départements d'entreprises chimiques plus importantes : **UCB, Sté de l'AZOTE**, etc... lesquelles fournissent les matières premières à des taux prohibitifs. Chaque entreprise quelque peu importante a soin d'ériger en société particulière chacun de ses départements. Telle entreprise aura une société de fabrication, une autre de commercialisation, etc... d'où multiplication des frais administratifs, de gestion, d'immobilisation, etc... Chacune vend à la suivante en prenant un bénéfice.

Les frais de recherche imputés au prix de revient ne sont trop souvent que des frais de modification de forme, d'emballage, etc...

« I » remplacé par « E »

Recherchant de manière permanente toutes les possibilités de tricher, les trusts pharmaceutiques vont, avec la complicité gouvernementale, toujours plus loin... pour gagner toujours plus.

La dernière astuce consiste à demander au ministère de la Santé publique l'autorisation de modifier le nom d'un produit existant.

Cette autorisation obtenue (sans aucun motif) le fabricant signale au ministère des Affaires économiques le lancement du « nouveau » produit à un prix nettement supérieur à celui auquel se vendait l'homologue.

Un exemple flagrant est celui-ci. Depuis de nombreuses années, la firme BOTTU vendait en Belgique 20 compresses de gaze-grasse, sous le nom de BIO-GAZE, au prix de 165 FB. En 1975, BOTTU sollicite le changement du BIO-GAZE en BEO-GAZE. Il obtient ensuite pour ce BEO-GAZE le prix de 286 FB pour 20 compresses. D'où bénéfice supplémentaire de 121 FB.

L'AMI ET LES PRIX

Cet exemple du BIO-GAZE et de nombreux autres similaires n'est possible que pour des produits non admis au remboursement par l'AMI.

Il est nécessaire pour réaliser le même genre d'opération en faveur d'un produit remboursable de disposer de délais plus longs, de démarches plus compliquées, de motivations plus ou moins sérieuses.

Au cours des deux dernières années, de nombreuses hausses, déclenchées par l'industrie à l'encontre de la législation économique, n'ont pu, dans la majorité des cas, être répercutées sur les produits remboursables. Le Comité de gestion de l'AMI pouvant, quant à lui, refuser de répercuter sur ses remboursements les hausses appliquées sur le prix public.

C'est ainsi que le 1er mai 1975, un nouveau train de hausses frappant les produits remboursables fut lancé par l'industrie. L'AMI, dès le 28 avril, avisa les laboratoires de ce que, dans ses remboursements, elle ne tiendrait pas compte de ces hausses. La différence eut donc dû être supportée soit par le pharmacien, soit par le patient. Certains laboratoires n'ont pas appliqué la hausse. D'autres par contre l'ont répercutée.

Les patients, les assurés sociaux, sont victimes de ce jeu. Ils méritent d'être mieux informés par leurs mutuelles, leurs syndicats, les associations de consommateurs. Ces organismes devraient, à notre sens, dépasser le stade de l'information et pousser l'action jusqu'à l'organisation de refus de paiement des majorations de prix abusives ou illicites.

L'AMI manque de vigilance

Il est toutefois de nombreux cas où l'AMI est trop peu vigilante, si elle n'est pas complice.

Mieux qu'un exposé, voici des exemples.

1. - En 1964 existait sur le marché, parmi les produits remboursés par l'AMI, JECTOFER - Astra - 5 ampoules x 2 ml. à 100 mg = 140 FB. En 1968, ces ampoules à 100 mg ont disparu du marché et ont été remplacées par 5 ampoules x 2 ml à 50 mg = 155 FB, prix ramené à 146 FB en 1974. D'où coût à l'assuré pour l'équivalent d'ampoules à 100 mg : $2 \times 60 = 120$ F au lieu de 60 F, et coût à l'AMI : $2 \times 86 = 172$ F au lieu de 80 FB.

Ce procédé de substitution a été largement utilisé de manière plus diplomatique, c'est-à-dire en remplaçant par exemple un conditionnement de 40 comprimés par un autre de 30 dragées ou gélules.

L'étude du marché (statistiques IMS) prouve que chaque modification de ce genre, s'accompagnant d'une action promotionnelle et publicitaire auprès des médecins, accroît les prescriptions. De plus, la nouvelle présentation, plus coûteuse, rapporte plus au pharmacien (rémunéré au pourcentage) et accroît l'intérêt financier de ce dernier envers le produit.

2. - Un cas plus récent mérite d'être signalé : GLIFANAN — analgésique des Laboratoires ROUSSEL (groupe HOECHST). Lancé en 1967 : 18 comprimés à 200 mg = 99 FB atteint 21.000 unités. Il est admis au remboursement en octobre 1968. En 1970, ses ventes atteignent 280.600 unités. En 1972, son prix est ramené à 95 FB, les ventes continuent de s'accroître pour atteindre en 1974, 675.800 unités.

Début 1975, le patient paie donc : 60 FB pour 18 comprimés (prix moyen du comprimé : 3,33 FB). En février 1975, après de nombreuses démarches auprès de l'AMI, ROUSSEL obtient le remboursement pour deux nouveaux conditionnements fabriqués en Belgique, dont : 30 comprimés : 150 FB remboursés au coefficient 2 (2×60 FB d'intervention du patient. (Coût moyen du comprimé : 4 FB.) Le 1er mars 1975, le conditionnement à 18 comprimés est retiré du marché (dans l'espoir que le conditionnement à 30 comprimés verra son coefficient 2 réduit au coefficient 1). Pour 18 comprimés, l'intervention de l'AMI était de 35 FB. Pour 30 comprimés, elle n'est plus que de 30 FB. Quant aux ventes, elles se sont de nouveau accrues : au cours du premier trimestre 1976 : 149.400 unités de 18 comprimés; pour le premier trimestre 1975 : 65.100 unités de 30 comprimés.

C'est là aussi une preuve du gaspillage des médicaments, de la non utilisation de l'entièreté des conditionnements acquis. Cette transformation de petits en gros conditionnements non entièrement consommés n'a qu'UN SEUL BUT : enrichir les laboratoires pharmaceutiques.

De la caution de l'AMI au profit

Avant le lancement d'un produit, l'industrie se livre à une étude sérieuse du marché. Elle examine de façon systématique les statistiques mises à sa disposition par l'IMS. Elle connaît ainsi quelles sont les classes thérapeutiques commercialement en progression. Elle

abandonnera un produit nécessaire à la santé de la population, mais de faible vente, au profit d'une copie d'un produit entrant dans une classe en progression.

L'industrie fera procéder à des expérimentations tendant à prouver que la nouvelle spécialité est au moins aussi efficace qu'un produit concurrent remboursé par l'AMI.

Utilisation abusive de la caution de l'AMI

Le marché des SELS FERREUX fournit une preuve de cet abus. Nous nous y étendrons donc quelque peu.

Le critère No B. 11 bis de l'AMI stipule que sont remboursées :

« Toutes les formes de spécialités difficilement réalisables en officine comprenant exclusivement comme principes actifs des sels de fer ou des sels de fer associés à des sels de cobalt. »

L'anémie ferriprive s'accompagne presque toujours de fatigue. Or, le critère exclut toute association du sel de fer à un quelconque reconstituant ou défatiguant. A notre époque, par contre, bon nombre de personnes se plaignent de lassitude, de fatigue même chronique. Quel beau marché si cette masse de personnes pouvait considérer cela comme une maladie et la soigner. Pour cela, il est nécessaire que l'AMI intervienne.

Les laboratoires qui, nous l'avons dit, étudient soigneusement le « marché » c'est-à-dire les possibilités de vente, les critères de l'AMI, les moyens de s'y adapter ou de les contourner, ont trouvé. L'UCB met au point un nouveau sel ferreux : l'ASPARTATE ferreux. Il est expérimenté en tant qu'anti-anémique, à l'Université de Louvain, ce qui lui vaut d'être rapidement admis au remboursement conformément au critère B. 11 bis. L'UCB, par son étude du marché, par ses enquêtes auprès du corps médical, sait qu'une mode existe en matière de « fortifiant, de reconstituant ». C'est que le public assimile à ce genre de produit la forme ampoules buvables, les formes dragées ou comprimés étant elles assimilées aux analgésiques, aux calmants.

L'UCB, en même temps qu'une forme comprimés, sort donc une forme ampoules buvables pour adultes d'une part et pour enfants d'autre part. Mais, entretemps, l'UCB a aussi fait procéder par des médecins attachés à l'INEPS à des essais sur les sportifs. Ceux-ci démontrent que la récupération est accélérée, que la résistance à l'effort est accrue chez les sportifs par l'absorption d'ASPARTATE (ferreux ou non d'ailleurs).

En conséquence, bien que présentant son produit comme antianémique, l'UCB axe TOUTE sa publicité auprès des médecins sur l'effet défatiguant du radical ASPARTATE.

Quant au prix, alors que la teneur en principe actif est identique tant dans les comprimés que dans les ampoules, 40 comprimés coûtent 70 FB tandis que 18 ampoules atteignent le prix de 120 FB.

Le patient paie donc : 1 ticket modérateur pour 40 comprimés; 2 tickets modérateurs pour 36 ampoules (1 par 18 ampoules). L'AMI de son côté débourse, à l'époque : 20 FB pour 40 comprimés; 140 FB pour 36 ampoules. Or, la majorité des médecins, au lieu d'éduquer leurs patients, de combattre la mode et les traditions, suit cette mode et y trouve d'ailleurs son profit (deux consultations étant requises pour la prescription de 36 ampoules contre une seule pour 40 comprimés).

En quelques quatre années, les ventes de SPARTOCINE atteignent : 1966 : en comprimés, 22.000 unités; en ampoules buvables adultes, 562.000 unités; en ampoules buvables enfants, 62.000 unités. En 1967, un concurrent survient : la FERROGLOBINE, dont les ventes s'élèvent à : dragées, 9.700 unités; ampoules buvables adultes, 111.900 unités; ampoules buvables enfants, 23.200 unités. De ce fait, la SPARTOCINE voit ses ventes baisser quelque peu : comprimés, 17.500 unités; ampoules buvables adultes, 468.000 unités; ampou-

les buvables enfants, 48.700 unités. Après quelques années de cette ampleur, l'AMI se rend compte que ses débours pour le traitement de l'anémie ferriprive sont énormes par rapport à une population au sein de laquelle, compte tenu de son genre de vie, ne semble pas régner une telle déficience physique. Fin 1968, l'AMI réduit donc le remboursement des ampoules buvables de sels ferreux aux seules prescriptions effectuées aux femmes enceintes d'une part, et aux jeunes enfants d'autre part. L'AMI subordonne le remboursement de ces prescriptions à l'accord des médecins conseils des mutuelles.

L'effet sur les ventes ne se fait guère attendre, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-après :

	SPARTOCINE		FERROGLOBINE	
	Amp. buvables		Amp. buvables	
	adultes	enfants	adultes	enfants
1968	354.200	42.500	142.300	36.500
1969	90.600	13.600	36.500	10.200
1970	60.600	11.700	24.300	8.200
1974	24.300	8.200	19.600	4.600

Certains pourraient objecter que cette baisse des ventes d'ampoules buvables d'asparate ferreux est le reflet du marché des antianémiques. Il n'en est rien. Qu'il y ait une baisse, certes, en fonction de l'affection que cette classe est appelée à traiter et du niveau de vie de nos populations. Mais la comparaison entre les courbes des autres formes (comprimés, dragées, ampoules injectables) et des ampoules buvables montre bien que la chute dans la vente des ampoules buvables a été provoquée par une raison autre que la diminution de l'anémie ferriprive dans notre pays.

ANTIANEMIQUES ferreux :

VENTES ANNUELLES EN MILLIERS D'UNITES

	1968	1970	1971	1972	1973	1974
a) Marché général ...	1.032,9	556,7	531,7	559,5	590,8	586,4
b) Ampoules buvables	568,3	104,1	87,6	71,8	66,9	56,7
c) Autres formes (a-b)	564,6	452,6	44,1	487,7	523,9	529,7

On constate, au vu de ces chiffres, que seules les ampoules buvables préconisées dans le traitement de la fatigue musculaire ont perdu leur attrait. Elles n'ont pas, ou presque pas été remplacées par les autres formes qui, cependant, et contrairement aux ampoules buvables, restent remboursées par l'AMI.

Dans ce cas, l'AMI en supprimant le remboursement d'une forme prescrite abusivement a diminué la surconsommation tout en éliminant un abus dont la communauté supportait les frais.

Il serait souhaitable que le corps médical, au même titre que le corps pharmaceutique, soit informé, par l'AMI, des produits admis au remboursement, de leur coût pour l'assuré d'une part, l'AMI d'autre part, et surtout des critères, des raisons de leur admission au dit remboursement. Beaucoup de médecins prescripteurs des ampoules buvables en question savaient (informés par les délégués médicaux des firmes productrices) que le produit était remboursé mais ignoraient qu'il l'était au titre unique d'antianémique.

Nous ne doutons pas que si ces médecins avaient été bien informés ils auraient refusé de faire supporter à la collectivité le coût de l'élimination de la fatigue chez bon nombre de sportifs ou prétendus tels.

Il subsiste de nombreux autres abus d'exploitation des critères de l'AMI. Citons notamment :

SERPASIL (dérivé du Rauwolfia) admis au remboursement comme neuroleptique en vertu du critère A. AIII.9 mais prescrit surtout comme hypotenseur. Ses ventes se sont inscrites, tous conditionnements réunis, à :

	Unités	Valeurs en milliers de FB
1970	463.900	14.832,2
1971	444.900	13.815,4
1974	286.700	6.867,9

Cette chute est confirmée par la chute des divers réserpiniques seuls au profit des autres hypotenseurs (genre ALDOMET) plus récents et plus violents. La nouvelle classe atteint aujourd'hui, en valeur, 5,6 fois celle des réserpiniques associés (entre-eux ou avec un diurétique) et 11,7 fois celle des « Réserpiniques seuls ».

On constate cependant qu'en 1974, le SERPASIL a été prescrit 222.000 fois et par conséquent a fait l'objet de 222.000 interventions de l'A.M.I. en sa faveur.

Or, ce n'est que dans 0,4 % des cas que la prescription a été effectuée dans une indication conforme au critère de remboursement (soit 888 fois)

C'est un scandale qu'une législation tendant à assurer le mieux vivre de la population ait été récupérée au seul profit des gros industriels du médicament pour qui la maladie, c'est de l'or.

LA PREPARATION MAGISTRALE

Il arrive de moins en moins fréquemment que le médecin rédige une prescription magistrale à préparer en officine par un pharmacien.

Le patient débourse moins, chez le pharmacien, pour une préparation magistrale que pour une spécialité. Mais l'intervention de l'A.M.I. est beaucoup plus importante pour une préparation magistrale que pour une spécialité. Or, c'est l'assuré qui alimente la caisse de l'A.M.I., c'est donc lui qui règle également la différence, mais indirectement.

Dans le coût de la préparation magistrale interviennent deux éléments :

- 1) les matières premières
- 2) les honoraires du pharmacien.

1. Les matières premières :

Ces matières premières haussent régulièrement. Les prix sont officialisés par le TARIF PHARMACEUTIQUE OFFICIEL édité par le ministère de la Prévoyance sociale. Or, on constate que de juin 73 à février 75, la majorité des produits inscrits à ce tarif a augmenté. Les variations vont de 5 à 700 % (anethol). Quelques rares produits, il est vrai, ont baissé quelque peu comme, par exemple, la théophylline passée de 0,90 FB à 0,80 FB.

Et cependant, comme le disait déjà l'hebdomadaire des Mutualités Chrétiennes en date du 21.1.71 « le prix de certaines matières

premières est surévalué dans le tarif pharmaceutique : la différence entre le prix auquel les pharmaciens peuvent les obtenir et le prix fixé par le tarif est parfois énorme ». Nous citons cet exemple se référant aux prix de décembre 70.

	Prix d'achat le kilo (5)	Prix du tarif pharmaceut.
Dexaméthazone (1 gr)	250,—	2.000,—
Méprobamate	150 à 230,—	400,—
Vitamine A. pulvis 500.000	350 à 950,—	3.000,—
Vitamine E acetate d'Alphatocophérol .	1.375 à 2.400,—	4.000,—

Aucun laboratoire industriel ne pourrait logiquement établir un prix de revient basé sur des prix (prix du tarif) aussi arbitrairement surfaits.

Les honoraires pharmaceutiques

L'indice des prix influence lui aussi le coût de la préparation magistrale. Les honoraires des pharmaciens sont, en fonction de cet index, relevés tous les semestres.

C'est ainsi que, pour préparer 20 comprimés quelconques, le pharmacien facturait, au 1er janvier 1973 92,— FB d'honoraires. En avril 1975 le même travail coûte 109,— FB.

Mais, en 1953, il ne pouvait compter que 10,50 ou 26,25 FB selon l'espèce de comprimé, soit une hausse en 22 ans de + 316 à + 938 %. Au cours de ces mêmes 22 années l'index n'a cru que de + 113,35 %. (février 1975).

Ces honoraires (main-d'œuvre) qui doivent, disent les pharmaciens, couvrir également la responsabilité, ne sont-ils pas surfaits ? Il arrive fréquemment, en effet, que la valeur de ces seuls honoraires atteigne et souvent même dépasse le prix global de la spécialité pharmaceutique correspondante.

Ex. : Honoraires pour 10 ampoules	218,— FB
Spécialités : ACUTAMINE phosphoricum 10 amp. X 2,5 ml	170,— FB
AEROGASTOL 10 amp. X 5 ml	72,— FB
Honoraires pour 30 ou 40 comprimés	157,— FB
Spécialités : GLIFANAN 30 compr.	150,— FB
SPARTOCINE 40 compr.	70,— FB
Honoraires pour 1 à 10 suppositoires	122,— FB
Spécialités : AMPLIVIX 10 sup. X 200 mg	107,— FB
BUSCOPAN 6 sup.	47,— FB

Parmi les produits remboursés par l'A.M.I., citons aussi : la spécialité : FERASPARTYL, 40 comprimés à 250 mg d'Aspartate ferreux vous coûtera : 60,— FB.

La préparation magistrale correspondante sera facturée comme suit :

a) 10 gr. d'aspartate ferreux lévogyre	23,— FB
b) Boîte pliante en carton	1,90 FB
c) honoraires du pharmacien	157,— FB
	<hr/>
	181,90 FB

(5) Prix normal auquel la matière première peut être acquise sur le marché belge.

Certes, vous, patient, débourserez 60,— FB pour la spécialité contre 30,— FB pour la préparation magistrale. Vous paraissez y gagner ! Le pharmacien lui, sans compter son bénéfice sur la matière première et la boîte en carton, reçoit 157,— FB pour ses honoraires contre seulement 17,55 FB de marge sur la spécialité.

Par contre, l'I.N.A.M.I. qui n'aurait rien à déboursier dans le cas de la spécialité, déboursera 151,90 FB pour la préparation magistrale.

Notre propos n'est nullement de contester l'importance de la rémunération du pharmacien. Tout comme un autre travailleur celui-ci a le droit de revendiquer et d'exiger un salaire protégé contre les fluctuations du coût de la vie.

Que la préparation magistrale coûte plus qu'une spécialité correspondante, cela s'explique surtout par le fait qu'une fabrication en grande série obtient toujours, dans tous les secteurs, un prix de revient inférieur à celui d'une réalisation artisanale de faible série.

Les honoraires pharmaceutiques, dégressifs, ne sont certes pas surfaits si on se réfère au coût de la main-d'œuvre dans d'autres professions libérales ou artisanales, nous fait remarquer un ami pharmacien.

Nous croyons qu'à notre époque de technologie avancée, le pharmacien a un autre rôle à jouer qu'uniquement celui de préparer des remèdes. Sa formation, sa valeur devrait en faire le gardien vigilant de la bonne utilisation des spécialités délivrées, de la chasse aux abus des drogues, de conseiller des malades et des médecins, tant au point de vue environnement qu'en médecine préventive et curative. A ce titre il mériterait d'être rémunéré non plus au pourcentage, mais en « honoraires de responsabilité ». Ces honoraires le revaloriseraient vis-à-vis du public et mettraient fin à l'assimilation à l'« épicier » que certains démagogues se plaisent à populariser.

Nous souhaiterions que les pharmaciens nous fassent connaître leurs critiques et mieux encore leurs suggestions quant aux idées émises ci-dessus.

Importance de la préparation magistrale

La préparation magistrale ne représente, il est vrai, que 8,9 % des prescriptions (selon l'I.M.B.). Ce pourcentage est très variable dans les diverses classes thérapeutiques, selon qu'il existe dans la dite classe un plus ou moins grand nombre de spécialités remboursables, selon aussi la difficulté de réalisation de la préparation. Par contre, le pourcentage de la préparation magistrale dans le nombre d'interventions de l'A.M.I. est beaucoup plus grand et varie, là aussi, dans les diverses classes thérapeutiques, selon l'existence dans chaque classe d'un plus ou moins grand nombre de spécialités remboursables.

Classes thérapeutiques	Prép. magistr. dans prescrip- tions = %	Prép. magistr. dans intervent. AMI = %
Analgésiques, antipyrétiques, antigrip- peux	15,5	100,—
Antiacides par contact	21,3	32,2
Pénicilline et dérivés	0,0	0,0
Tranquillisants	15,—	59,2
Multivitamines	4,9	50,—

Les dépenses de l'AMI en matière de médicaments ont été de :	
en 1946, tous médicaments	330.000.000 FB
en 1963, spécialités	1.470.000.000 FB
préparations magistrales	971.000.000 FB
en 1973, spécialités	7.325.000.000 FB
préparations magistrales	2.105.000.000 FB

Nous croyons qu'une action sur les prix des matières premières et de conditionnement ainsi que l'instauration d'un système plus logique, plus rationnel de rémunération du pharmacien, basé non plus sur le profit mercantile mais sur la compétence et le service rendu, doit amener une diminution sensible, en ce domaine, du coût d'intervention de l'A.M.I.

Car s'il est vrai que l'impact financier de la préparation magistrale a pris moins d'importance au cours de ces DIX dernières années, cela est dû à une diminution sensible du nombre de ces prescriptions offrant généralement moins de garantie scientifique (dosage, pureté, répartition, homogénéité, conservation, etc...).

De 1963 à 1973, les dépenses de l'A.M.I. pour les médicaments (hors du circuit hospitalier) sont passées de 2.441 millions de FB à 9.430 millions de FB soit de 1 à 3,89. (Index : de 1 à 1,53).

Préparation magistrale : de 1 à 2,16
 Spécialités : de 1 à 4,98

Répetons encore que la spécialité remboursée ne représente qu'une faible partie de la masse des spécialités commercialisées :

1973 :

Marché annuel des spécialités au Prix Grossiste Hors taxe 11.978.920.370 FB
 Marché annuel des spécialités au Prix Public 21.179.226.200 FB

C'est-à-dire que l'intervention de l'A.M.I. ne représente donc que 34,58 % des dépenses de la population en spécialités pharmaceutiques.

Relation « prescription-vente » :

La prescription ne représente qu'une part, parfois assez minime, de la consommation des spécialités pharmaceutiques. Le pourcentage est très variable selon les classes de produits.

1974 - Classes thérapeutiques			% 2/1
	Ventes (1)	Prescr. (2)	
Analgésiques, antipyrétiques, anti-gripp.	22,056,5	3.289	14,91
Antirhumatismaux, voie externe	2.554,6	1.231	48,19
Antitussifs simples	2.453,4	1.449	45,89
Multivitamines avec minéraux	1.636,2	751	59,06

Il est évident que cette surconsommation favorisée par un certain niveau de vie et une publicité (surtout sous forme d'articles de vulgarisation dans les revues féminines et autres) a tendance à diminuer.

Une prise de conscience de l'importance du problème a donné lieu à une information organisée par des associations de consom-

mateurs, par des mutualités, des syndicats aussi et de plus en plus par des médecins et des pharmaciens, ainsi que par le G.E.R.M. Cette information tend elle aussi à réduire la surconsommation. D'autre part, la hausse du coût de la vie, la chute de l'emploi contribuent également à cette réduction.

Une législation tendant à supprimer les emballages de « fantaisie » chatoyants sinon provocateurs et à ne plus présenter les produits pharmaceutiques que sous une forme « VRAC » contribuerait à diminuer la consommation abusive.

L'A.M.I. ne rembourse que les spécialités PRESCRITES. La surconsommation « apparente » (6) n'influence donc pas son budget.

Par contre, on peut également affirmer qu'il y a TROP de PRESCRIPTIONS ABUSIVES.

Or, qui dit PRESCRIPTION, dit — dans la majorité des cas — intervention de l'A.M.I. On constate, et nous le regrettons, que bon nombre de prescriptions sont faites, sinon au hasard, dans un but plus symptomatique que curatif. Trop de praticiens, cherchent plus à « soulager » qu'à « guérir ».

L'industrie du médicament dispose actuellement de statistiques dénommées DOREMA en France, I.M.B. chez nous. (Indice Médical Belge). (1).

On y remarque notamment qu'un très grand nombre de prescriptions son effectuées par les médecins, sans but précis.

Ex. : **VASODILATATEURS PERIPHERIQUES :**

- 50,2 % prescriptions en vue d'obtenir une vaso-dilatation périphérique,
- 17,7 % prescriptions en vue d'obtenir une amélioration de la circulation,
- 12,7 % prescriptions en vue d'obtenir d'autres effets non spécifiés,
- 19,5 % prescriptions en vue d'obtenir une action non spécifiée.

Pour diverses classes thérapeutiques, la répartition est :

ANALGESIQUES-ANTIPYRETIQUES	35,6 %	antithermique
	23,6 %	analgésique
	20,6 %	autres effets attendus
	20,2 %	sans précision
ANTIACIDES	58,3 %	antiacide
	25 %	autres effets attendus
	16,7 %	sans précision
ANTIBIOTIQUES	38,7 %	antibiotique
	24,3 %	antiinfectieux
	15,8 %	sans précision
	21,2 %	autres effets attendus
COMPLEXES MULTIVITAMINIQUES	34 %	multivitaminothérapie
	16,1 %	tonique
	9,2 %	fortifiant
	8,9 %	autres effets attendus
	9,1 %	symptomatique
	22,8 %	sans précision
PSYCHOTROPES-TRANQUILLISANTS	19,6 %	calmant
	16,6 %	sédatif
	14,5 %	anxiolytique
	9,2 %	tranquillisant
	20 %	sans précision
	20 %	autres effets attendus

Un produit de cette dernière classe, le SERESTA, qui en 1974 s'est prescrit 1.111.000 fois, vendu à raison de 1.503.100 Unités pour un PGHT de FB : 117.828.300, pour plus de 385.000 prescriptions, aucun effet précis n'était attendu par le médecin.

(6) Résultant de l'achat spontané sans prescription médicale.

Dans l'ensemble, on constate que plus de 30 % des prescriptions sont rédigées dans le seul but de plaire au patient, de l'empêcher d'aller consulter ailleurs; de dissimuler au patient le fait que le diagnostic précis n'a pu être établi (ce qui est cependant parfaitement normal pour nombre de cas après un premier examen), et aussi que le patient ne souffre d'aucune affection.

Cela semble aussi indiquer que les médecins traitent trop fréquemment, non la maladie et ses causes, mais l'aspect extérieur de l'affection, les symptômes (ce qui peut nuire à l'établissement d'un diagnostic précis dans l'avenir). On soulage le malade, on le tranquillise, on ne le guérit pas.

L'industrie, par sa publicité — dénommée information médicale pour les produits dits éthiques (ne bénéficiant pas de publicité « grand-public ») incite le médecin à agir ainsi. Elle lance un antiacide gastrique en insistant sur son utilisation dans le traitement des « gastrites médicamenteuses » (provoquées par l'abus de médicaments), ou un nouveau produit, dont la seule indication est : « Traitement des bouches sèches médicamenteuses ou radiologiques ». On va même jusqu'à dire au médecin qu'il n'est pas nécessaire d'interrompre le traitement causal, qu'il suffit d'y associer le nouveau produit.

CONCLUSIONS

Nous sommes convaincus qu'une meilleure éducation sanitaire du public, une organisation médicale, hospitalière et pharmaceutique (à l'échelon de la distribution notamment) n'ayant plus pour but le PROFIT, mais érigée en service public, amènerait rapidement une nette diminution de la consommation pharmaceutique, verrait disparaître nombre d'intoxications bénignes ou graves et aboutirait à la fois à une amélioration de la santé du public, mais aussi à un assainissement de la gestion de l'A.M.I.

Les seuls bénéficiaires du régime actuel, les gagnants à tous coups, sont les laboratoires pharmaceutiques, les trusts de la chimie, du plastique, du verre, de l'électronique, du pétrole dont ils dépendent. Il faut que le public le comprenne, apprenne à se méfier de la publicité, des articles de pseudo-vulgarisation, que le pharmacien cesse de jouer son rôle actuel et prenne conscience de ses véritables responsabilités et possibilités, que le médecin cesse d'être le prescripteur à tout prix, conditionné — bien souvent malgré lui — par la publicité dénommée « Information médicale ».

Il faut que ces « profiteurs » de la « mal-santé » que sont les laboratoires pharmaceutiques subviennent aux besoins de l'A.M.I., proportionnellement au profit qu'ils retirent de l'existence de cet organisme. Chaque produit, chaque unité faisant l'objet d'un remboursement de l'A.M.I. devrait être frappé d'une taxe à charge de son fabricant et non incorporable au prix de revient, destinée à alimenter la caisse de l'A.M.I.

Les prix des produits « remboursables » devraient être fixés, non pas par le ministère des Affaires économiques, mais par l'I.N.A.M.I., après examen de TOUS ses éléments constitutifs par le Comité de Gestion.

Il y aurait lieu de coordonner les diverses administrations concernées actuellement par les MEDICAMENTS : ministère de la

Santé publique (Enregistrement), ministère des Affaires économiques (fixation des prix), ministère de la Prévoyance sociale (A.M.I. - remboursement).

TOUT ce qui concerne la santé publique devrait être concentré au sein d'une seule administration. Les travailleurs de l'industrie (syndicats), les consommateurs (Mutuelles et Associations de consommateurs ainsi que les Associations de parents d'hospitalisés) devraient siéger au sein des organismes de décision. Ils devraient avoir une représentation équitable. Or, un A.R. du 8 août 1975 instituant une « Commission des prix des spécialités pharmaceutiques » auprès du ministère des Affaires économiques, ne prévoit que trois membres mandatés par les organisations les plus représentatives des travailleurs, contre quatre représentants des producteurs et importateurs, et un grossiste, soit cinq défenseurs des intérêts opposés à ceux des travailleurs. L'accès à toutes les pièces comptables des firmes productrices devrait être acquis.

Un contrôle des prix devrait être étendu à TOUTES les MATIÈRES entrant dans la fabrication et le conditionnement des produits pharmaceutiques : produits chimiques, flacons, autres matières de conditionnement.

Un contrôle sévère devrait s'exercer sur les frais de recherche. Seule la véritable recherche (et non les modifications mineures de formule, de présentation) devrait pouvoir être incorporée au prix de revient. Cette incorporation ne devrait se limiter qu'à un nombre d'années permettant leur amortissement.

Les multiples intermédiaires devraient être supprimés : dépositaires, concessionnaires, importateurs, grossistes. Ils pourraient être remplacés par une CENTRALE NATIONALE d'IMPORTATION et de DISTRIBUTION, économisant ainsi un pourcentage important de la plus-value accordée artificiellement aux produits.

La publicité s'adressant au grand public devrait être purement et simplement interdite. La presse — non scientifique — devrait se voir interdire le droit de publier des articles de vulgarisation qui, trop souvent, ne sont que de la publicité déguisée. Tout au moins, ces articles devraient-ils subir un contrôle officiel et scientifique très strict.

La publicité s'adressant aux médecins, dénommée INFORMATION MEDICALE, devrait être enlevée aux firmes productrices et remplacée par un fichier ou un bulletin OFFICIEL rédigé par une commission composée de représentants de facultés. Vis-à-vis du public, le pharmacien serait amené à jouer le rôle d'informateur, indépendant du coût des produits, intègre et « écouté ». L'économie réalisée ainsi sur les dépenses que constituent la presse, les mailings, les congrès, les gadgets, les cadeaux, les déjeuners, les voyages, les échantillons, etc... permettrait une baisse de 15 à 20 % du prix actuel des spécialités.

(Au cours du 1er semestre 1975, le marché pharmaceutique a cru par rapport au 1er semestre 1974, de 7 % en unités et de 16 % en valeur.

Mais les produits remboursés par l'A.M.I. ont vu leurs ventes croître de 2 % en unités et de 18 % en valeur).

La fonction de la publicité

« Une raison de faire de la publicité en 1975 : 1976 ! »

Ce slogan publicitaire lancé par des éditeurs se base sur des études prouvant que les entreprises qui ne sabrent pas dans leur budget publicité en période de récession obtiennent de meilleures ventes et de meilleurs profits que les autres. Ce n'est pas sans raison que les investissements publicitaires en Belgique ont triplé en dix ans, atteignant 6.145 millions de FB en 1970.

Dans la campagne Mercator, destinée à culpabiliser le consommateur, le gouvernement Tindemans dénonce l'influence pernicieuse de la publicité. Mais il ne la combat pas. En octobre 1974, le gouvernement a dit son intention, dans le cadre de la lutte contre la hausse des prix, de taxer les dépenses publicitaires. Il a néanmoins renoncé à ce projet devant le mécontentement du Conseil de la publicité pour qui toute taxation sur la publicité menaçait la productivité, l'emploi et pouvait avoir des effets néfastes sur les prix.

En fait, la publicité est devenue un élément indispensable au profit.

Avec l'augmentation de la production de masse, les produits présentés sur le marché sont de plus en plus standardisés. Pour les vendre, il ne suffit plus de vanter leurs qualités : il faut leur ajouter un élément différenciateur ou qui leur confère une valeur psychologique particulière. La publicité est devenue cette valeur ajoutée indispensable à la production capitaliste. Elle est la promesse de la satisfaction de besoins psychologiques ou matériels, en se basant sur l'identification subjective, et la représentation symbolique des biens.

Pour provoquer chez le futur consommateur une association entre un besoin et l'achat d'un produit, susceptible de satisfaire ce besoin, la publicité a utilisé à son plus grand profit depuis le siècle dernier les découvertes psychologiques.

Au 19^e siècle, les théories behavioristes considèrent l'individu comme un être passif. Son comportement résulte en partie des stimuli extérieurs qui agissent sur son automatisme mental et ainsi le conditionnent dans ses réflexes. Les publicitaires tiennent compte de la répétition, de la valeur d'attention, etc. pour augmenter l'efficacité de la communication. C'est à cette époque qu'apparaissent les premiers slogans, les graphismes simples et facilement identifiables, les annonces de grande taille avec des couleurs choc.

Au début du siècle, les psychologues découvrent que l'homme n'est pas cet être passif, conditionnable à souhait, mais qu'il est fait de dynamisme, de particularités affectives et que ces actes sont loin d'être toujours rationnels.

Sous l'influence de la théorie de la forme ou Gestalttheorie, la publicité devient un moyen d'apaiser les conflits internes de l'individu pris dans sa totalité et dans son contexte de vie, en le conduisant vers la consommation lieu de dénouement de ses conflits intérieurs.

La psychanalyse a apporté à cette orientation de la publicité une dimension plus étendue en introduisant l'inconscient ; elle a souligné combien les tensions de l'inconscient peuvent trouver un exutoire apaisant et sécurisant sur le plan symbolique. Dans cette optique, la publicité cherche à établir un lien entre les besoins et les tensions du consommateur et les produits qui sont représentés symboliquement comme source de satisfaction.

La publicité actuelle a intégré ces différentes théories en les superposant. Elle est à la fois suggestive et conditionnante. Elle fournit une satisfaction symbolique rattachée à des motivations inconscientes tout en assurant le consommateur par une justification de son acte d'achat. L'achat est devenu en quelque sorte un moyen magique de s'identifier à une image idéale. En voyant l'image d'un mannequin présentant un produit le futur consommateur est invité à penser : « cette femme ... (cet homme) c'est presque moi. C'est moi à ceci près que je ne possède pas ce produit. Si je l'achète, je serai comme elle (lui) ».

Il y a quelques années, le marché des déodorants était complètement saturé. La majorité des femmes en utilisaient régulièrement. Les producteurs se sont tournés vers les hommes que la publicité s'est efforcée de convaincre. Elle a dû lutter contre un préjugé tenace selon lequel l'utilisation de produits « féminins » diminuait leur virilité. Dès lors toutes les publicités ont présenté un déodorant associé à une image d'identification « virile ».

La publicité fait vendre et c'est la femme qui dépense les 80 % du budget familial. Il est logique que les publicitaires se soient adressés aux ménagères.

Déjà en 1881, la presse féminine était un des meilleurs supports publicitaires. « *Le Petit Echo de la Mode* » désirait « proposer en vendre toutes sortes de marchandises utiles à la maison ». L'exemple est suivi avec le succès que l'on sait : aujourd'hui la publicité fait vivre la plus grande partie de la presse féminine (et pas seulement cette dernière, d'ailleurs).

Les images d'identification présentées aux femmes sont conformes aux rôles sociaux traditionnels qui lui sont dévolus.

C'est la femme définie comme un être de beauté, gardienne du foyer, responsable de la santé des siens et de la propreté de la

maison. Ses seules activités sont le nettoyage, la cuisine, le tricot. La lecture n'est que très rarement représentée. La publicité s'est pourtant facilement adaptée aux mouvements d'émancipation féminine. Elle présente fréquemment une femme qui aurait subi une transformation radicale, accédant aux responsabilités juridiques, politiques et professionnelles. Elle parle de femme libre et moderne (« *une femme nouvelle* » — « *vous vous sentez si libre* » — « *tranquille et plus libre avec ...* » — « *De la gaine au collant, le triomphe de la liberté* »).

Cette révolution de la femme est même liée à la révolution des sciences et des techniques. Les sciences et les techniques se mettent au service de la beauté, du nettoyage du linge ou de l'alimentation (« *enzymes révolutionnaires* » — produits de beauté « *scientifiquement prouvés* »).

Mais c'est une révolution qui reste fidèle à une continuité idéologique. Les sciences et les techniques permettent de mieux assurer les rôles traditionnels.

La féminité se définit actuellement dans la publicité comme une structure d'échange entre les sciences et les techniques et les rôles traditionnels. La liberté ne fait partie de la féminité que si elle se structure dans le mode de la production. La femme moderne accepte la révolution des sciences et des techniques et consomme pour sa beauté, pour son ménage.

La publicité pousse le raffinement jusqu'à révéler la nocivité de certains produits, voire d'un certain type de civilisation (« dans nos villes polluées ») mais au lieu de se retourner contre les responsables elle fait augmenter les ventes. Elle présente par exemple des cosmétiques qui protègent des poussières industrielles ou elle vante des pains, beurres ou cigarettes dits « naturels ». La femme trouve une aide pour lutter contre les nuisances de la société dans la consommation de produits « révolutionnaires ». Il ne s'agit pas de protéger la santé du consommateur, mais de promouvoir la santé du profit capitaliste.

De fait, la publicité ne remet jamais en cause la société capitaliste. Au contraire, elle s'en nourrit et la nourrit. Et, chose significative, elle paraît « intouchable ».

Au départ, la publicité postule l'acceptation du système capitaliste par le consommateur. Son langage, ses modèles sont ceux de l'idéologie dominante. Mais ses images d'identification ne correspondent pas à la vie réelle. Les femmes ne sont pas uniquement mères et ménagères, elles participent aussi à la vie sociale. Les enfants ne sont pas toujours beaux et en bonne santé, les gens heureux et souriants. C'est donc une image faussée de la société qu'elle nous présente.

Miroir déformé, entreprise d'occultation, par sa présence obsédante, par son action sur les mentalités et le mode de vie, elle constitue une drogue pour le profit capitaliste et maintient vivace l'image d'une société fondée sur le profit.

Publicité et médicaments : un dossier de « Test-Achats »

« Les médicaments : publicité et surconsommation » : tel est le titre du dossier que l'association des consommateurs « Test-Achats » vient de publier.

Il est à cheval sur deux thèmes que nous abordons ici-même : médicaments d'une part, publicité d'autre part. Cette rencontre, jointe à la qualité du dossier, nous font un devoir de consacrer une place particulière à l'initiative de « Test-Achats ».

Nous lui voyons plusieurs vertus : d'abord d'émaner d'une association de consommateurs et non pas d'un cénacle de spécialistes des problèmes médicaux, ensuite de fournir en grand nombre des données précises et sérieuses, enfin de désigner les responsables d'une situation dangereuse et de proposer des remèdes.

Sans doute, la documentation de « Test-Achats » n'est-elle pas neuve ou originale : elle s'appuie légitimement sur des recherches et des publications antérieures, et la bibliographie qui figure à la fin de l'ouvrage est d'ailleurs fort utile. L'apport original est plutôt dans l'analyse de la pression exercée par la publicité pharmaceutique non seulement sur le grand public, mais aussi sur le corps médical. Il est, à partir de là, dans la dénonciation du rôle joué par les trusts pharmaceutiques, trusts passés maîtres dans l'art de contourner la loi, et qui détiennent un pouvoir exorbitant et nocif en matière de santé publique.

Sur la consommation de médicaments psychotropes, quelques chiffres méritent d'être cités. Les Belges sont — avec les Français — les plus gros consommateurs de tranquillisants et de calmants, et nous battons même à cet égard les Etats-Unis. La vente en Belgique de tranquillisants Seresta par exemple est passée de 150.000 boîtes en 1966 à 1.666.000 boîtes en 1973 (dont 240.000 boîtes de Seresta forte), ce qui représente 50 millions de comprimés environ, compte non tenu des échantillons médicaux.

Une enquête menée récemment dans neuf pays occidentaux montre que les femmes consomment en moyenne deux fois plus de ces médicaments que les hommes, et que ce sont les femmes de plus de 55 ans qui en prennent le plus. Mais les jeunes aussi, les étudiants en particulier, recourent de manière croissante aux médicaments psychotropes, et déjà le danger de leur dépendance à l'égard de ces produits est réel. En dépit de ce danger, on peut, en Belgique, acheter tous les jours, sans ordonnance, de petites doses de barbituriques. Loi et contrôles réglementaires peuvent assez facilement être contournés. Mais il apparaît à l'évidence qu'à côté des patients et bien plus qu'eux, les médecins et les pharmaciens ont une part importante de responsabilité dans la surconsommation des médicaments. Le dossier de « Test-Achats », souligne à cet égard les lacunes de l'enseignement universitaire, l'insuffisance inquiétante du recyclage (enseignement post-universitaire) des médecins, le rayonnement extrêmement faible des revues médicales internationales en Belgique, la pression mercantile qui s'exerce, consciemment ou non, sur le médecin et le pharmacien, etc.

Or qui organise cette pression? C'est l'industrie pharmaceutique, que l'association des consommateurs met directement en cause. Les

trusts de la pilule consacrent chaque année, en publicité, 10.000 à 150.000 F par médecin. Ce qui constitue le plus gros budget annuel prévu par une industrie dans le but d'influencer « le client ». Rien n'a été entrepris par les pouvoirs publics pour freiner ou pour contrôler ces investissements éminemment rentables pour les trusts, et dont l'effet sur la santé publique est pour le moins discutable. Aucune réglementation n'empêche une firme pharmaceutique d'offrir des cadeaux aux médecins, ni d'emplir leurs boîtes aux lettres d'échantillons gratuits. Et les trusts peuvent impunément consacrer des milliards pour amener médecins, pharmaciens et patients à recourir, souvent inutilement et parfois dangereusement, aux médicaments.

On est ainsi frappé, notamment au travers des résultats que livre une enquête en Flandre orientale, par le pouvoir de fait dévolu à un « bon » délégué médical. On sait que le but d'un délégué médical est d'amener le médecin à qui il rend visite à prescrire le produit de « sa » firme. Il s'agit, dans bien des cas où des médicaments quasi-identiques se disputent le marché, de mener une « campagne de promotion la plus originale et la plus efficace possible ». Il ne s'agit certes pas de faire du délégué médical le bouc émissaire du système. Un système dont il ne porte pas la responsabilité, même s'il recueille des miettes du profit capitaliste. Mais il faut savoir que la Belgique compte 1.800 délégués qui peuvent exercer leur profession sans formation particulière, sans diplôme minimum, étant entendu que ce qui est exigé d'eux c'est « du dynamisme », « une bonne présentation », « le sens commercial » et autres vertus du même type.

Et que dire des annonces publiées dans les revues médicales ! « Test-Achats » estime que les annonces d'un seul numéro d'une revue médicale belge (« Ars Médici », édition francophone, décembre 1974) rapportent environ 830.000 F.

Depuis deux ans, un arrêté royal ordonnant de mentionner dans la publicité d'un médicament les données de la notice, est entré en vigueur. Il apparaît cependant que cette promulgation n'a pas bouleversé certaines habitudes : « Test-Achats » révèle au terme d'une enquête que sur 105 annonces parues dans la Revue médicale belge, 40 seulement étaient conformes à la loi !

Pour toutes ces raisons, l'association de consommateurs « Test-Achats » propose de rendre la législation existante plus précise afin de ne pouvoir être contournée. Elle propose de surcroît sur le plan de l'information et de la documentation des notices exactes, écrites dans une langue compréhensible dans une formulation standardisée; datées clairement, révisées lorsque de nouvelles informations sont nécessaires et mieux contrôlées par la Commission des médicaments.

Sur le plan de la propagande et de la publicité, elle demande une publicité en parfaite concordance avec le dernier contenu des notices, que toute publicité auprès du médecin soit d'abord approuvée par le ministère de la Santé publique, et toute publicité au public interdite.

Enfin, la distribution d'échantillons gratuits doit être réglementée, les cadeaux et primes aux médecins, dentistes et vétérinaires interdits et les frais de promotion repris au compte des pertes et profits. Nous souhaitons à ce dossier la plus large diffusion !

Association des consommateurs, A.S.B.L., rue Royale, 27, 1000 Bruxelles.

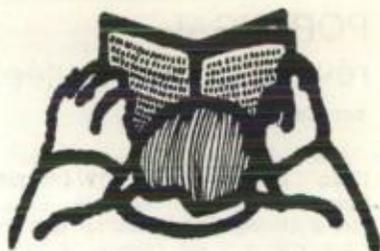
Livres

Hop la! Les pompiers, les voilà

par Roger Somville

Est-ce que vraiment cette plaquette véhémente de Roger Somville n'est qu'un pamphlet, où l'auteur en découd avec quelques escroqueries « modernes », telles l'hyper-réalisme ? On pourrait le croire de prime abord. « Hop la ! Les pompiers les voilà » ne réserve pas une place d'honneur à la nuance, et agresse avec volupté ces messieurs-dames qui font commerce de modes picturales et d'avant-gardes esthétiques. Mais au-delà de la satire, Somville poursuit et développe sa réflexion sur le réalisme. Or cette réflexion est essentielle dans la mesure où notre peintre-polémiste, refusant d'identifier réalisme et capture du réel, assigne au réalisme une fonction beaucoup plus large, plus ambitieuse, plus militante.

« Etapes par étapes, à travers la prodigieuse histoire des hommes, le réalisme tente d'exprimer une totalité répudiée parce que, parallèlement à la tradition vivante, elle magnifie ce qui répugne aux « messieurs-dames » du vieil art moderne : le sang et la chair des hommes bouleversés par la lutte réelle d'un monde qui s'arrache douloureusement aux aliénations sociales. Et comble d'insubordination insultante, de prétention insupportable, il essaye de l'exprimer avec des moyens en révolution permanente, liée aux étapes des conquêtes sociales : moyens picturaux spécifiques découverts et utilisés selon les époques et leur degrés réels d'évolution politique, économique, éthique par Géricault, Courbet, Daumier, Cézanne, Van Gogh, Renoir, Ensor, Permeke, Picasso, Siqueiros, Orozco, etc... Ce langage pictural en évolution constante porte en lui son pouvoir potentiel de renouvellement à travers



l'unité contenu-forme, globalité dialectique et contradictoire, manière de vivre et de penser, la plus honnie précisément par l'idéologie au pouvoir et ses intérêts de classe. »

Que pareil dessein du réalisme suscite hargne et opposition chez les tenants du pouvoir ou leurs idéologues, c'est naturel. Quand on réclame pour le peintre réaliste le droit et la responsabilité d'assumer les luttes qui frayent la voie au socialisme, quand on entend s'insérer dans ces luttes, on a choisi : on est avec le peuple contre les exploités. Mais comment le peuple se situe-t-il à l'égard de cet art réaliste ? et d'abord, qu'en connaît-il ?

Précisément parce que la société capitaliste est ce qu'elle est, le mouvement ouvrier se sent étranger à l'art et au débat sur le réalisme. Faut-il dès lors « peindre pour le peuple » ? Non, répond Somville.

« Nous voulons, dit-il, créer un art qui soit la transposition plastique des phénomènes de la nature et des rapports sociaux nouveaux et, parallèlement, nous sommes pour la confrontation des tendances. Nous voulons établir un dialogue de plus en plus direct avec les masses, avec un public de plus en plus large. (...) Nous voulons, en brisant le principe rétrograde de la fragmentation de l'être, imposé dès l'école par l'idéologie dominante, former les individus dans leur totalité et les révéler à eux-mêmes. »

« Hop la ! » est plus qu'un pamphlet, c'est la suite logique de « Pour le réalisme ». Somville poursuit son combat.

R.L.

Hop là! Les pompiers, les voilà,
par Roger Somville — Editions du
Cercle d'Education populaire — 140
pages — 185 Francs.

PORTUGAL, révolution surveillée,

par Colette Braeckman

C'est la grande aventure politique du 25 avril 1974 que Colette Braeckman raconte, presque à chaud. Cette « autopsie d'un coup d'Etat » est œuvre de journaliste; mais si l'anecdote est souvent présente, le récit n'est pas épidermique. L'auteur ne se borne pas à raconter, elle essaye d'expliquer — sans d'ailleurs prétendre à l'analyse exhaustive. Telles quelles, ces 320 pages, qui se lisent comme un reportage, fournissent quantité d'informations souvent mal connues — par exemple sur le salazarisme — et peuvent aider à comprendre certaines données fondamentales et originales du dossier Portugal. Naguère témoin dans les « territoires portugais d'Afrique » des affrontements entre armées de libération nationale et troupes coloniales. Colette Braeckman est bien placée pour évoquer l'étonnant phénomène du Mouvement des Forces Armées, si difficile à saisir chez nous par une opinion ouvrière antimilitariste. « La libération du Portugal, écrit l'auteur, commença réellement dans les brousses de Guinée et du Mozambique, quand l'armée se rendit compte de l'impossibilité matérielle de remporter la guerre, et plus encore, quand certains capitaines comprirent le bien-fondé de l'argumentation de leurs adversaires et rêvèrent d'appliquer à la métropole les principes découverts dans les publications diffusées par l'ennemi. C'est en Afrique que le renversement de la dictature se prépara ». C'est vrai — encore que la résistance au fascisme de Salazar puis de Caetano, à l'intérieur même de la métropole, constitue un facteur politique important. Cer-

tes, CB ne l'ignore pas et elle consacre de belles pages aux exploits de la résistance, à l'heure du « pays bloqué ». Le rôle joué par les communistes en tant que parti, pour donner à cette résistance une dimension de masse, n'y apparaît cependant pas assez clairement. Or ce rôle du PCP, occulté par de nombreux chroniqueurs, est une donnée de fait qui explique la présence spectaculaire du PCP sur la scène politique au lendemain du 25 avril.

Il n'en reste pas moins que ce 25 avril est l'œuvre du MFA, une œuvre qu'il s'agit de poursuivre avec le peuple. C'est évidemment toute la difficulté, car l'enjeu de cette révolution n'est sous-estimé par aucun de ses nombreux et puissants ennemis.

Colette Braeckman rappelle opportunément les remarquables succès déjà remportés par les forces révolutionnaires — sans coup férir — les 28 septembre et 11 mars. (Le livre s'arrête à la veille des élections pour la Constituante). C'est l'occasion pour elle de montrer l'évolution du MFA au cours du premier hiver de la « révolution aux œillets », sa politisation face aux réalités de la lutte des classes, laquelle amène un Spínola d'abord porte-drapeau de la révolution, à jouer la carte de la contre-révolution.

Rien n'est simple ou linéaire dans ce processus où l'inventivité, la vigilance, la lucidité sont requises à tout moment et à tous les niveaux. Rien n'est simple, car aucun « modèle » ne peut être copié pour résoudre les problèmes du peuple portugais.

R.L.

Portugal, révolution surveillée, par Colette Braeckman Rossel Edition, collection Des temps et des hommes — 390 Francs.



**les
Bons d'épargne
CGER 
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Les amis qui avaient souscrit pour 1975 un abonnement cumulé Cahiers marxistes - Drapeau Rouge ont au moins deux raisons d'en faire autant pour 1976, et ce AVANT le 15 novembre prochain.

Pour eux, en effet, il n'y aura pas d'augmentation de tarifs.

Et ils auront droit à l'envoi gratuit d'une des quatre plaquettes suivantes:

- Marxisme et politique, par Claude Renard*
- Théorie et pratique de la spéculation foncière, par Jacques Aron*
- Vers la fusion des communes de Wallonie, par Robert Sevrin*
- Permanence de l'éducation sexuelle, par Willy Peers.*

Versez donc avant le 15 novembre la somme de 1.700 F pour un abonnement cumulé 1976 Cahiers marxistes - Drapeau Rouge.

Il n'est pas trop tard pour vous abonner aux
CAHIERS MARXISTES

Abonnement annuel ordinaire 400 F

Abonnement annuel « Jeunes »
(moins de 25 ans) 200 F

Abonnement de soutien à partir de 500 F

La souscription, valable pour les dix livraisons annuelles, peut être effectuée au CCP de la Fondation Joseph Jacquemotte, n° 000-0188745-80, avenue de Stalingrad, 20 à 1000 Bruxelles.

Au sommaire de quelques récents numéros

Portugal

janvier 75 Données économiques, par Hugo Frade et José Soares.
N° 11 La nouvelle politique d'outre-mer, par Paulette Pierson-Mathy
Et demain ? par Rosine Lewin

La décolonisation du pétrole

avril 75 La crise énergétique analysée en termes de classes —
N° 14 un dossier établi par le Groupe d'Economistes marxistes,
avec le concours de Jacques Nagels, Dominique Driesen, Jean Gordower, Philippe Lauwers, ainsi que de Denise Salmon, juriste, et Marc Rayet, physicien.

Joseph Jacquemotte, un certain combat

avril, mai Une biographie, par Maxime Steinberg, du fondateur du
et juin 74 Parti communiste de Belgique

Cinq textes d'Isabelle Blume

mai 75 Hommage à une militante dont le féminisme est indissociable de la lutte pour le socialisme et la paix
N° 15

Tous ces numéros peuvent être obtenus en versant 50 F au C.C.P. n° 000-0188745-80 de la Fondation Jacquemotte à 1000 Bruxelles et en mentionnant le numéro demandé.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

50 F